

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

100 ans de relations diplomatiques entre la Suisse et l'Iran

Les bons offices de la Suisse, basés sur une confiance mutuelle au service de la paix

par Marianne Wüthrich

Les bonnes relations entre l'Iran et la Suisse durent depuis longtemps. Dès le 19^{ème} siècle (1873), la Perse et la Suisse avaient conclu un accord commercial et entretenaient des liens amicaux. La Suisse a ouvert son ambassade à Téhéran en 1920. Au début du mois de septembre a eu lieu, à Téhéran, une cérémonie pour marquer les cent ans de présence diplomatique de la Suisse en Iran.

A cette occasion, le conseiller fédéral Ignazio Cassis, en sa qualité de Chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) s'est rendu en Iran du 5 au 7 septembre 2020, accompagné de la conseillère nationale Tiana Angelina Moser, présidente de la commission de politique étrangère du Conseil national, et du conseiller des Etats Thomas Minder, président de la commission de la politique de sécurité et membre de la commission de politique étrangère du Conseil des Etats. Des rencontres avec le président iranien Hassan Rohani et le ministre des affaires étrangères Mohammad Javad Zarif étaient inscrites au programme de l'agenda de M. Cassis qui s'est également entretenu avec des représentants locaux d'entreprises suisses en Iran, de la communauté scientifique et du secteur de la santé. Les thèmes abordés lors de ces discussions ont porté entre autres sur le canal du financement suisse pour l'exportation de biens humanitaires vers l'Iran (SHTA, Swiss Humanitarian Trade Arrangement) ainsi que sur les développements actuels touchant à l'accord nucléaire et à la situation au Moyen-Orient. Une place particulière a été accordée aux mandats endossés par la Suisse pour plusieurs pays en tant que puissance protectrice dans le contexte d'une politique de bons offices.¹

Des relations internationales basées sur la confiance mutuelle sont fondamentales

L'ambassadeur de Suisse en Iran, Markus Leitner, a salué la célébration de ce 100^{ème} anniversaire même comme une expression des bonnes relations existant entre les deux pays: «Bien que nos pays soient géographiquement éloignés, ils ont développé au cours des dernières décennies une étroite collaboration et de fréquents échanges dans des circonstances parfois difficiles. Je trouve cela tout à fait impressionnant.» Aujourd'hui, la Suisse et l'Iran coopèrent dans de nombreux domaines: politique, économie, finances, commerce, agriculture, culture, éducation et recherche, la migration et les droits de l'homme. L'ambassadeur M. Leitner a



Page du traité d'amitié et de commerce entre la Suisse et la Perse (1873).
(Photo Archives fédérales suisses)

déclaré à ce sujet: «Les échanges et le travail entre les deux pays se sont accrues. Dans cette partie du monde, il est fondamental qu'une relation soit basée sur la confiance mutuelle.»²

Le conseiller fédéral Ignazio Cassis possède le tact nécessaire et indispensable à l'égard de la situation politique de l'Iran au niveau mondial. Il a par exemple pris part, avant les rencontres officielles de Téhéran, à un programme touristique à Ispahan et rencontré des Iraniens exerçant dans les domaines du commerce, des affaires et de la culture. M. Cassis a déclaré que le fait d'avoir d'abord appris à connaître le pays l'a aidé à établir une relation personnelle, une des clés pour s'assurer que soient également prises en compte les observations critiques. Après avoir rencontré le ministre iranien des affaires étrangères au cours d'un entretien qui avait duré plus longtemps que prévu, M. Cassis a déclaré: «En diplomatie, chaque minute passée ensemble est un indicateur de qualité. C'est de cette façon que vous démontrez à votre interlocuteur l'importance que vous attachez à vos relations.»³

Une parenthèse: sanctions américaines inacceptables selon le droit international

«Lorsque nous nous rendons, en tant que parlementaires suisses, dans un pays tel que l'Iran où les droits de l'homme sont bafoués, il est de notre devoir de soulever cette question», a déclaré Tiana Angelina

Moser, conseillère nationale des Verts-libéraux, venue à Téhéran avec le conseiller fédéral Cassis. Comme elle a dit, la liberté d'expression n'y était pas garantie ni les droits des femmes, extrêmement restreints. Selon Larissa Rhyn, correspondante de la NZZ, de nombreuses voix s'étaient élevées demandant que la Suisse s'abstienne officiellement de toute visite en Iran en raison de la situation tendue dans ce pays concernant les droits de l'homme. Le conseiller fédéral Cassis a toutefois adopté une approche plus pragmatique de ce problème remettant à son homologue, M. Zarif, ministre des affaires étrangères, une liste de cas de violations des droits de l'homme en déclarant: «Si nous parvenions à résoudre ne serait-ce que deux cas sur vingt, nous aurons déjà accompli beaucoup.»⁴

De l'autre côté, aborder des violations des droits de l'homme en rapport avec la situation actuelle de l'état iranien et de sa population ramène à devoir également soulever la question des sanctions du gouvernement américain, sanctions bafouant le droit international, ainsi que la façon dramatique dont elles affectent la vie de tous les jours de la population civile. L'accès garanti des peuples à une alimentation en quantité suffisante et à des soins de santé appropriés appartiennent aux plus importants parmi les droits de l'homme. C'est cela même qui est mis en péril au travers des sanctions.

Un bref retour en arrière: bien que les dirigeants iraniens, sous la pression des Etats-

Unis et de leurs alliés, aient accepté de réduire leur propre programme nucléaire, le gouvernement américain s'est retiré unilatéralement du traité nucléaire en 2018, au «motif» que le gouvernement de Téhéran aurait lui-même «violé l'esprit de cet accord» (!) en poursuivant son programme de missiles et en soutenant des milices en Irak, en Syrie et au Liban.⁵ C'est depuis mai 2018 que les Etats-Unis imposent ainsi des sanctions contre l'Iran contrairement au droit international. Le faisant, ils bloquent en particulier la plus importante des sources de revenus de l'Iran, c'est-à-dire les exportations de pétrole, et mettent sur liste noire toutes les entreprises qui entretiennent des relations commerciales avec l'Iran. Les fournitures humanitaires comme les médicaments et les produits alimentaires seraient en principe exclues, mais la plupart des entreprises et des banques ont peur de se retrouver sur les listes noires de Washington. C'est la population qui en paie le prix: les salaires diminuent alors que les prix augmentent. La pandémie du Covid-19 a encore aggravé la situation. Bien que Madame Michelle Bachelet, Haut-commissaire aux droits de l'homme, ait demandé, en mars de cette année, la levée des sanctions afin de permettre la livraison en Iran de matériel médical dont le pays a un besoin urgent, les Etats-Unis ont refusé d'accéder à cette demande.⁶

On peut cependant faire remarquer que le président Donald Trump a tout de même tenu – en ce qui concerne l'Iran – sa promesse de ne pas déclencher de nouvelles guerres. Suite à la mort du général iranien Kassem Soleimani, tué en janvier de cette année par une attaque de drone américain, l'Iran a quelques jours plus tard bombardé une base militaire américaine en Irak, faisant de nombreux morts et blessés. Au grand soulagement du peuple iranien et de la communauté internationale, Donald Trump s'est abstenu de toute riposte militaire.

Les bonnes relations de la Suisse avec les états impliqués sont un moyen d'accès

L'impartialité de la Suisse est d'une importance capitale pour sa capacité à offrir ses bons offices ainsi qu'à fournir une aide humanitaire partout dans le monde. Cesser d'avoir des contacts avec un gouvernement – où que ce soit dans le monde – parce qu'il viole l'état de droit ou les principes démocratiques ne va pas être d'une très grande aide pour les habitants de ce pays. C'est de cette façon que la Suisse a pu mettre en place «l'Accord commercial humanitaire suisse» (Swiss Humanitarian Trade Arrangement/SHTA) en étroite collaboration avec les autorités compétentes des Etats-Unis et d'Iran ainsi qu'avec certaines banques et entreprises suisses.

Il s'agit d'un canal de paiement, via les banques suisses, utilisé par les sociétés commerciales basées en Suisse qui exportent des fournitures humanitaires telles des matières premières agricoles, des produits alimentaires, des médicaments et du matériel médical vers l'Iran. Le département du Trésor américain s'est engagé auprès des banques impliquées dans ces échanges de manière à ce que les transactions financières puissent être traitées conformément à la législation américaine – ou, pour le dire clairement, à ce que les entreprises exportatrices ne soient pas inscrites sur la liste noire. Le Seco suisse (Secrétariat d'Etat à l'économie) contrôle le bon déroulement de toutes les activités menées dans le cadre de l'SHTA. Le 27 janvier 2020, un pre-

Réunir les Etats-Unis et l'Iran autour de la même table

Interview de Thomas Minder, membre du conseil d'état Suisse, (indépendant)

Horizons et débats: Monsieur Minder, après être retourné de votre voyage à Téhéran, vous avez déclaré qu'il serait souhaitable que la Suisse joue un rôle plus actif. Par exemple, elle pourrait inviter les présidents Rohani et Trump à Genève. N'est-ce pas une tâche trop lourde pour notre pays?

Thomas Minder: Ne nous rendons pas plus petits que nous le sommes. C'est la «Genève internationale» qui me paraît être l'endroit idéal pour aborder de tels problèmes. Les bons offices ne devraient pas exclure des tâches plus exigeantes. Comme nous ne prenons parti ni pour l'un ni pour l'autre, notre neutralité n'est pas touchée par de tels services.

Croyez-vous que le mandat de puissance protectrice est si important?

Il ne faut pas sous-estimer le mandat en général ainsi que dans le cas actuel de l'Iran. Comme nous le voyons, c'est grâce au mandat que nous pouvons entamer le dialogue avec de tels Etats. Sans mandat ce serait beaucoup plus difficile, en bénéficiant de cette ouverture, nous pouvons nous engager encore davantage car la Suisse est un pays très apprécié en Iran. J'en ai fait l'expérience moi-même.

Ne pourrait-il pas nuire aux bons offices de voir traiter l'affaire dans les médias le lendemain?

Il faut bien distinguer deux choses: en tant que conseiller d'Etat (et ainsi membre de la petite Chambre parlementaire suisse) je suis plutôt libre, ne représentant pas la Suisse officielle. Je représente le peuple, la société

et l'économie suisse. Vu que je ne suis ni diplomate ni diplomatique (si M. Cassis avait voulu quelqu'un de diplomatique, il aurait choisi un autre député), il ne faut pas attacher trop d'importance à mes propos. En plus, ces quelques remarques ne sont que la partie visible de l'iceberg, on n'avait admis à notre visite que deux journalistes seulement (un journaliste du quotidien «Neue Zürcher Zeitung» et un collaborateur RTS). Les sujets abordés pendant ces trois jours, des heures durant (allant du «small talk», en passant par l'économie et l'environnement jusqu'aux droits de l'homme) ne seront pas rendus publics. Je ne crois pas que cela pose de problème d'exprimer mon souhait en public de voir les Etats-Unis et l'Iran réunis autour de la même table. Ceci devrait être le but essentiel de toute initiative diplomatique.

(Propos recueillis par Marianne Wüthrich)

Expériences d'un Glaronnais avec la fusion de municipalités et de paroisses

par Hans Markus Stuck, Niederurnen

Le 27 septembre, les citoyens de l'église réformée de Winterthour (Suisse) voteront sur la revalorisation de l'association de la ville ou la fusion de ses sept paroisses en une seule grande paroisse. Cependant, l'idée qu'une grande fusion conduirait à une administration plus rentable avec du personnel d'avantage professionnel n'a pas été confirmée dans l'exemple du canton de Glaris. Une plus grande centralisation affaiblit également la participation démocratique des citoyens.

En 2006, le canton de Glaris a décidé de transformer les 25 communes du canton en trois unités administratives. Depuis 2011, la fusion a été mise en œuvre. Cela signifiait également la disparition d'autorités scolaires locales. Il faut beaucoup d'efforts pour qu'une décision du rectorat (direction d'école), par exemple, puisse être revue par l'assemblée communale aujourd'hui. Les effets des fusions de municipalités et de paroisses sont très similaires. Les politiciens et les médias voient ce genre de question souvent sous un angle différent (parfois plus euphémique) que les habitants.

Ce que nous ne pouvons pas calculer exactement, c'est la charge financière de la fusion. Le canton et les communes ont modifié leurs tâches et donc leurs dépenses lors de la fusion. Le canton souhaitait ainsi réduire ses coûts. Dans les trois municipalités, cependant, les impôts ont dû être augmentés au moins une fois depuis la fusion!

A Glaris Nord, huit municipalités ont été fusionnées. Il n'est pas prévu d'équilibre entre les grands et les petits villages. Il n'y a donc pas de «protection des minorités», comme dans cet exemple: dans un petit village glaronnais (environ 300 habitants), on voulait construire à côté de l'école. Des signatures ont été recueillies à l'encontre de ce projet. Lors de la réunion de la commune, un vote a été effectué, non seulement par les habitants de ce petit village, mais aussi par les participants des grands villages avec plus de 10 000 habitants au total. Au final, la majorité a voté contre les «collecteurs de signatures». Sans la fusion, le résultat aurait probablement été différent.

Dix ans après la Landsgemeinde extraordinaire, nous avons organisé une réunion des anciens «compagnons d'armes». Chacun a fait part de ses expériences après la fusion. Il

«Dix ans après la Landsgemeinde extraordinaire, nous avons organisé une réunion des anciens «compagnons d'armes». Chacun a fait part de ses expériences après la fusion. [...] Conclusion: les fusions doivent être examinées avec beaucoup de soin. Même si elle est moderne en tant que concept, elle peut présenter de sérieux inconvénients. Les habitants de Glaris accepteraient-ils une fusion aujourd'hui encore?»

a été convenu que la «bureaucratization» était devenue un fait.

Un exemple: on a découvert qu'il fallait un morceau de clôture pour sécuriser un endroit où la pente est forte. Dans la commune précédente, un seul contact aurait suffi pour mettre en place la clôture. Il faut maintenant quatre contacts (au sein des autorités) jusqu'à ce que la clôture se dresse – d'ailleurs, au mauvais endroit!

Les difficultés pour les employés s'agrandissent: la municipalité fusionnée en tant que grand employeur est devenue une entité juridique différente de celle d'avant. Cela signifie qu'elle a dû employer de nombreuses personnes en un quart d'année environ – tout devait fonctionner. Seuls les enseignants et les employés des maisons de retraite ont été exclus. Ils ont conservé leurs contrats.

Avec la «professionnalisation», une nouvelle façon de traiter les employés a été introduite. Un employé qui voulait optimiser les processus de travail a entendu: «Si ça ne vous plaît pas, vous pouvez partir.» L'employé a démissionné, et la communauté a donc perdu un employé compétent. Beaucoup de connaissances personnelles (particulièrement importantes d'ailleurs pour le fonctionnement d'une communauté religieuse, d'ailleurs!) ont été perdues.

L'autre jour, un quotidien glaronnais a publié un article intitulé «Améliorer la participation politique». Certains commentateurs ont déclaré que la légitimité des décisions politiques était menacée par la faible participation aux réunions communales, y lisait-on. Que s'est-il donc passé depuis la fusion? Les gens vont beaucoup moins souvent aux réunions communales: désenchantement vis-à-vis de la politique. Les gens ont moins

à dire qu'avant. Là aussi, la plus petite unité est supérieure à la plus grande.

Dans l'arrière-pays du canton, cinq paroisses ont fusionné. Après un certain temps, un des membres du conseil administratif dont j'appartiens a dit: «La fusion a échoué.» La même année, le président de la paroisse fusionnée a déclaré: «La fusion n'est pas encore achevée.» Tous deux ont parlé de

la même chose, en s'exprimant de manière très différente.

L'un des arguments couramment avancé pour la fusion était la difficulté de trouver des personnes prêtes à s'occuper de l'administration. La paroisse de Niederurnen, dans laquelle je suis engagé, est la seule paroisse de Glaris Nord qui est restée indépendante. Nous avons toujours pu occuper tous les postes de la paroisse. Dans les autres paroisses de la circonscription, plus grandes, il y a souvent des postes vacants de longue date et de façon drastique.

Ce que l'on peut dire avec certitude: la fusion n'est pas une garantie que tous les postes administratifs seront remplis!

Conclusion: les fusions doivent être examinées avec beaucoup de soin. Même si elle est moderne en tant que concept, elle peut présenter de sérieux inconvénients. Les habitants de Glaris accepteraient-ils une fusion aujourd'hui encore? •

Courrier  des lecteurs

La nouvelle loi sur la chasse – une loi sur le tir?

On ne vote pas cette loi sur la chasse de nulle part. Le référendum a été organisé contre une loi qui a été longuement débattue puis adoptée par le gouvernement et le parlement.

Si la nouvelle loi est adoptée, la protection des espèces, le bien-être des animaux et la protection des habitats seront améliorés et de nombreuses ambiguïtés seront levées. La nouvelle loi est progressiste et constitue un bon, voire le meilleur compromis possible, résolvant enfin des différends de longue date.

Si elle est rejetée, ce sera l'ancienne loi des années 1980 qui continuera à être appliquée. Nous, les chasseurs d'aujourd'hui, chassons en vertu de cette loi et continuerons à chasser en vertu de celle-ci.

Les opposants qualifient la nouvelle loi de loi d'abattage. Et ce, malgré le fait qu'elle régleme les conditions d'abattage des animaux protégés (le loup et le bouquetin) de manière très claire et restrictive. De tels abattages sont déjà perpétrés aujourd'hui (sur mandat des cantons) et continueront d'être perpétrés si la loi n'est pas acceptée. C'est le problème des règles anciennes et obsolètes.

Malheureusement, les opposants se taisent sur toutes les améliorations significatives que la nouvelle loi apporte pour le bien-être de nos animaux sauvages, qu'ils soient chassables ou non, et pour l'environnement. Il s'agit notamment de la délimitation des zones de tranquillité, de la mise en réseau des habitats au moyen de couloirs, de nouvelles règles pour la prévention et la réparation des dommages causés par les animaux sauvages, de la reconnaissance uniforme des examens de chasse cantonaux, de l'introduction de munitions sans plomb, de l'obligation d'un tir obligatoire annuel pour chaque personne autorisée à chasser, de l'obligation de rechercher les animaux blessés lors de la chasse, et bien plus encore.

En votant contre la nouvelle loi, aucun remède n'existera pour palier au développement des biotopes et la manière dont nous (sur) utilisons leurs habitats aujourd'hui. Le Conseil fédéral et le Parlement continueront à se pencher sur la question. Et tout cela au détriment de notre faune et au détriment de nous tous en tant que co-utilisateurs de leurs habitats!

Beat Wolfer, Gräslikon

«100 ans de relations diplomatiques ...» suite de la page 1

mier paiement a été effectué à titre d'essai pour la fourniture de médicaments contre le cancer.⁷ Le 4 septembre, le portail en ligne iranien Pars Today a rendu hommage au «canal humanitaire» qui «devrait aider Téhéran à atténuer les conséquences des sanctions américaines» en ajoutant que les autorités suisses «avaient réussi à effectuer une première transaction officielle dans le cadre de la SHTA à la fin du mois de juillet 2020.»⁸

Cette contribution à l'approvisionnement de la population iranienne en produits de première nécessité s'inscrit dans la tradition humanitaire suisse.

Les mandats de puissance protectrice suisses

La Suisse représente les intérêts des Etats-Unis en Iran depuis 1980, c'est-à-dire depuis que les deux états ont rompu leurs relations diplomatiques après le renversement du Shah – lequel était étroitement lié aux Etats-Unis – et la prise du pouvoir par l'Ayatollah Ruhollah Khomeiny. La Suisse représente également les intérêts iraniens en Egypte et au Canada, ainsi que les intérêts mutuels entre l'Iran et de l'Arabie saoudite et entre de la Russie et de la Géorgie.

Sur la page d'accueil du Département suisse des affaires étrangères (DFAE), on peut lire: «Parmi les bons offices fournis par la Suisse figure la représentation d'intérêts étrangers. L'activité de puissance protectrice de la Suisse a atteint son apogée pendant la Seconde Guerre mondiale; elle exerce aujourd'hui sept mandats de cette nature. Lorsque deux Etats rompent entièrement ou partiellement leurs relations, la Suisse, en sa qualité de puissance protectrice, assume une partie de leurs

tâches diplomatiques ou consulaires. La puissance protectrice permet au Etats concernés de maintenir un minimum de relations et assure la protection consulaire des ressortissants du premier sur le territoire du second et du second sur le territoire du premier.»⁹

A l'ambassade de Suisse à Téhéran, par exemple, une «Section des intérêts étrangers» (Foreign Interest Section) a été créée pour offrir des services consulaires aux citoyens américains vivant ou voyageant en Iran. C'est ainsi que les employés de l'ambassade suisse adressent les demandes de passeport américain à l'ambassade des Etats-Unis de Berne, enregistrent les naissances, les mariages et les décès et transmettent les demandes de cartes de sécurité sociale ou d'allocations de retraite aux autorités américaines. Quand les gouvernements américain et iranien souhaitent entrer en communication, ils le font sous forme cryptée via le Consulat suisse.¹⁰

Le fait que les mandats de puissance protectrice soient souvent traités de «services postaux» ne leur rend pas justice. Une assistance discrète et peu spectaculaire constitue une part non négligeable de ces bons offices, parallèlement à l'assistance médiatique pour des négociations ou lors des échanges de prisonniers.

Une perspective d'avenir: des négociations dans la Genève internationale

Toutefois, en tant que citoyen suisse on peut cependant viser des objectifs plus ambitieux, comme vient de le faire Thomas Minder, membre du Conseil des Etats, après son retour de Téhéran. Le 7 septembre, lors des entretiens avec le gouvernement iranien, le conseiller fédéral Ignazio Cassis et l'ambassadeur Markus Leitner ont «présenté leurs idées sur la manière dont la Suisse pourrait main-

tenir la communication entre les Etats-Unis et l'Iran». M. Cassis a ajouté que la Suisse ne fixerait jamais l'ordre du jour entre les Etats-Unis et l'Iran; de toute façon, elle ne pourrait que l'«influencer légèrement».¹¹

Dans une interview accordée à swissinfo, Thomas Minder, membre du Conseil des Etats, a insisté sur la chance d'avoir la Suisse comme médiateur dans la région dont le rôle pourrait être élargi: «On discute, il y a une volonté manifeste, mais il faudrait un peu plus de courage pour amener l'Iran et les Etats-Unis à la table des négociations, plus de proactivité.»¹² *Horizons et débats* a demandé à Thomas Minder de plus amples informations (voir interview en page 1). •

¹ «Le Conseiller fédéral Ignazio Cassis se rend à Téhéran». Communiqué de presse du Conseil fédéral du 01/09/20

² Leitner, Markus: «La Suisse et l'Iran: des pays traditionnels fortement tournés vers l'avenir». Département fédéral des affaires étrangères DFAE, 07/09/20

³ Rhyn, Larissa. «Aussenminister Ignazio Cassis auf delikater Mission in Teheran» (Ignazio Cassis, ministre des affaires étrangères, en mission délicate à Téhéran) ds.: *Neue Zürcher Zeitung* du 08/09/20

⁴ Rhyn, Larissa. «Aussenminister Ignazio Cassis auf delikater Mission in Teheran» (Ignazio Cassis, ministre des affaires étrangères, en mission délicate à Téhéran) ds.: *Neue Zürcher Zeitung* du 08/09/20

⁵ «Coronavirus und die Sanktionen. Der Iran braucht Hilfe, die USA blockieren» Torsten Teichmann, *ARD* du 31/03/20

⁶ «Coronavirus und die Sanktionen. Der Iran braucht Hilfe, die USA blockieren» Torsten Teichmann, *ARD* du 31/03/20

⁷ «Le mécanisme de paiement des fournitures humanitaires à l'Iran est sur le point d'être mis en œuvre». Communiqué de presse du Conseil fédéral du 30/01/20

⁸ «Zarif reçoit le ministre suisse des affaires étrangères le 7 septembre/ 100 ans de relations diplomatiques», dans: *Press TV/ Pars Today français* du 04/09/20

⁹ www.admin.ch/Département fédéral des affaires étrangères DFAE /Mandats de puissance protectrice

¹⁰ www.eda.admin.ch. Embassy of Switzerland – Foreign Interests Section Teheran

¹¹ Rhyn, Larissa. «Aussenminister Ignazio Cassis auf delikater Mission in Teheran» (Ignazio Cassis, ministre des affaires étrangères, en mission délicate à Téhéran) ds.: *Neue Zürcher Zeitung* du 08/09/20

¹² Rigendinger, Balz. «Wozu «Genève internationale», wenn wir immer nur Briefträger spielen?» (Pourquoi jouer à la «Genève Internationale» si nous ne sommes que porteurs de messages?) in: *swiss-info* du 08/09/20

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Jean-Daniel Urben
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La majorité des Allemands recherchent la paix avec leurs voisins

Une politique étrangère agressive du gouvernement contredit la volonté des Allemands

par Karl-Jürgen Müller

Le «ceterum censeo» est important. Il est important de contrecarrer une accoutumance rampante à une attitude préconisant la confrontation et la guerre comme des outils de politique étrangère acceptables. Début août, quelques semaines avant la campagne officielle allemande centrée sur *Alexei Navalny*, l'agence de presse allemande (*dpa*) a publié les résultats d'un récent sondage sur le retrait des troupes américaines d'Allemagne.¹ Le résultat central: «Tandis que la majorité des hommes politiques allemands rejettent le retrait prévu des troupes américaines, la majorité de la population y est favorable.» 47 % des personnes interrogées soutiennent le retrait partiel prévu alors que seulement 32 % s'y opposent. 25 % pensent même que toutes les troupes américaines devraient se retirer d'Allemagne. L'opinion publique se manifeste de manière plus claire encore lorsqu'il s'agit des armes nucléaires américaines en Allemagne. 66 % des personnes interrogées sont favorables à ce que les bombes nucléaires américaines stockées en Allemagne soient retirées du pays.

Egalement nombreux sont ceux dont la confiance dans l'«allié» Etats-Unis s'est effondrée. Seuls 35 % considèrent encore les Etats-Unis comme le principal allié de l'Allemagne en dehors de l'Europe, tandis que 49 % affirment que ce n'est plus le cas. Pour 23 % des personnes interrogées, une bonne relation avec la Russie est désormais plus importante qu'avec les États-Unis.

Enfin, 58 % des personnes interrogées estiment que l'Allemagne dépense suffisamment d'argent pour son armement alors que 25 % seulement voient les choses différemment. L'objectif de l'OTAN, soit 2 % de dépenses militaires (mesurées par rapport au PIB), objectif partagé du gouvernement allemand, est donc clairement rejeté lui aussi.

Les politiciens s'inquiètent de la volonté de paix de l'Allemagne

Le coordinateur transatlantique du gouvernement fédéral allemand, Peter Beyer (CDU), a qualifié ces chiffres «alarmants». Ces opinions au sein de la population allemande ne doivent pas, comme il dit, «nous amener à tourner notre attention vers la Russie ou la Chine ou vers une neutralité pleine de risques».

Les activités politiques des semaines passées s'y conforment. Le fait que le gouvernement allemand ait «pris la tête» de la campagne Navalny ne s'inscrivait que peu

dans la politique allemande précédente, mais correspondait bien au concept de torpillage des projets germano-russes tels que *Nord Stream 2*, mais davantage encore à celui de créer un climat à l'opposé de l'opinion publique récalcitrant. Si les relations germano-russes en souffrent encore plus qu'elles ne le font déjà, cela ne fait que soutenir les buts de ces milieux.

Un groupe de réflexion sur la politique étrangère constate que la Bundeswehr est «structurellement incapable d'attaquer»

Il est très regrettable qu'un quotidien bien connu en Suisse – un pays qui se prévaut de sa neutralité – s'offre à plusieurs reprises en tant que plate-forme à des voix, allemandes et autres, qui préconisent la confrontation. Tout de même, les lecteurs apprennent ainsi la nature des intentions des «élites» allemandes. Le 2 septembre 2020, Tom Enders, président du Conseil allemand des relations extérieures (DGAP), auparavant PDG de l'armurier *Airbus*, y a eu son mot à dire.² Son verdict est le suivant: face à un tel gouvernement comme celui de la Russie, il faudra beaucoup plus de dureté allemande. Derrière tout cela se cache un stéréotype d'ennemi irréflecti, lié à des falsifications d'événements historiques: «A quel moment dans l'histoire d'un pays, a-t-il été possible de dissuader un dictateur déterminé de poursuivre son expansion par un dialogue paisible, un compromis et des pots-de-vin? Nous, les Allemands en particulier, aurions dû tirer la leçon à cet égard.»

Donner raison à Hermann Goering ... ?

«Bien sûr, le peuple ordinaire ne veut pas la guerre. [...] Mais après tout, ce sont les dirigeants (les Führer) d'un pays qui déterminent sa politique, et il est toujours facile de faire participer le peuple, qu'il s'agisse d'une démocratie, d'une dictature fasciste, d'un parlement ou d'une dictature communiste. [...] C'est très simple. Il suffit de dire aux gens qu'ils sont attaqués, de blâmer les

«Menace de guerre?»

km. En soulevant cette question, une voix allemande sérieuse s'est exprimée une fois de plus: celle d'*Albrecht Müller*. Le politicien de haut rang et publiciste allemand a vécu la Seconde Guerre mondiale dans son enfance. Il s'est engagé dans le mouvement pacifiste allemand dès les années 1950, accomplissant plus tard la fonction de chef de la planification au sein de la Chancellerie allemande à l'époque de *Willy Brandt*. Il y a quelque temps, en raison de reportages insatisfaisants dans les médias, du radicalisme du marché global se répandant en Allemagne et, avant tout, du danger croissant de guerre, il a publié sa propre plate-forme sur internet: les «Nachdenkseiten» (les pages de réflexion). En répondant à la question soulevée, le 15 septembre 2020, Albrecht Müller se prononce de la sorte: «Cette question n'est pas posée pour

s'amuser, ni même pour faire peur. Le danger est plus grand que la majorité ne le pense. En guise de justification, je ne fais référence qu'à trois des nombreux développements inquiétants. Tout d'abord, il y a la vitesse et l'agressivité avec lesquelles la spirale de diffusion de stéréotypes d'ennemi est tournée. Deuxièmement, le danger associé, résulte d'un changement d'humeur en Russie qui ira, probablement, de pair avec la promotion d'énergies de nature agressive et nationaliste, basées sur la force militaire et l'armée. Troisièmement, se profilent les évolutions internes des Etats riverains de la Baltique, de la Pologne et d'autres Etats d'Europe de l'Est. Il est plus que probable que, dans cette région, les incendiaires ne tarderont pas à s'y mettre à l'œuvre.»¹

¹<https://www.nachdenkseiten.de/?p=64846>

lui d'une «idéologie» «fausse» et «ignorante de l'histoire». Selon lui, l'armée est «structurellement incapable de combattre». Cependant il le déplore en occultant les déclarations du procès de Nuremberg classant la guerre d'agression comme le crime de guerre le plus grave et incompatible, jusqu'à aujourd'hui, avec le droit international. Par contre, il revendique le fait que «la Bundeswehr doit, conformément au poids de l'Allemagne dans l'Union européenne, redevenir une force armée efficace et respectée sur le plan international».

tion avec le *Council on Foreign Relations* et *Chatham House*, la société gère des instituts de recherche pour les questions de politique internationale ainsi que de politique étrangère et de sécurité. Aujourd'hui, la DGAP compte plus de 2500 membres, dont des personnalités de premier plan du monde de la banque et de la finance, des affaires, de la politique, des médias et des universités. L'association s'efforce d'influencer activement la formation de l'opinion en matière de politique étrangère à tous les niveaux. Ses travaux s'adressent aux décideurs allemands dans les domaines politiques, d'affaires, d'administration ainsi que dans les organisations non gouvernementales, dans l'armée et auprès du grand public».

«Ignorance historique» – chez qui?

La visite du secrétaire d'Etat américain *Mike Pompeo* en Pologne, à la mi-août 2020, a montré la qualité des «conclusions historiques» que l'on nous présente. La date avait été choisie avec soin. *Pompeo* n'a pas seulement signé un accord sur le transfert des troupes américaines d'Allemagne vers la Pologne. Il a également été l'invité d'honneur des célébrations du centenaire de la victoire sur l'Armée rouge au large de Varsovie, le soi-disant «miracle de la Vistule».³ Lors de ces célébrations, les Polonais furent vantés comme courageux défenseurs de leur pays contre une Russie agressive, presque comme des «sauveurs de l'Occident» face aux «hordes bolcheviques». Ce qui n'est pas mentionné cependant, c'est qu'avant la bataille de Varsovie – après la fin de la Première Guerre mondiale et pratiquement immédiatement après la refondation de l'Etat polonais – les troupes polonaises, imprégnées de rêves de grandeur, avaient mené une guerre d'agression contre une Russie affaiblie par la Grande guerre, la révolution et la guerre civile, en ayant réussi leur avance jusqu'à Kiev. Ce n'est que là que l'Armée rouge a réussi à arrêter les Polonais et à les repousser – non sans rêver toujours de la révolution mondiale, il est vrai.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale a tenté de prévenir par tous les moyens de tels affrontements et guerres à l'avenir. La majorité des Allemands persistent dans cette tradition de penser jusqu'à aujourd'hui, Dieu merci.

Cependant, ce n'est pas gagné d'avance. Le rouleau compresseur de la propagande est en marche, et le fait qu'il n'ait pas encore gagné les esprits de beaucoup d'Allemands est dû notamment aux nombreuses voix analysant et remettant en question en permanence les stéréotypes d'ennemi, insistant sur la nécessité de recourir aux moyens de résolution pacifique des conflits. •

Pour le président de la DGAP, la politique étrangère allemande manque de «clarté morale, de détermination et du sens de la défense armée». L'affirmation selon laquelle «la résolution des conflits politiques ne pourra jamais être résolue par la force» relève pour

pacifistes pour leur manque de patriotisme et de dire qu'ils mettent le pays en danger. Cette méthode fonctionne dans n'importe quel pays.»¹

¹*Hermann Goering, entretien du 18 avril 1946 avec Gustave Gilbert, dans la cellule de prison, mentionné par le Journal de Nuremberg 1962 (édition originale: Nuremberg Diary, 1947, p. 270,*

(Traduction *Horizons et débats*)

Qu'est-ce que la DGAP?

La DGAP n'est pas n'importe qui. Wikipédia nous renseigne ainsi: «La société allemande pour la politique étrangère (DGAP) est un réseau et un groupe de réflexion sur la politique étrangère. Fondée en 1955 en coopéra-

Comment s'orientent les futures relations officielles germano-russes ?

km. Sur le site du ministère russe des affaires étrangères, on trouve le communiqué de presse suivant en anglais. L'ambassade de Russie en République fédérale d'Allemagne l'a mis à disposition en traduction allemande le 16 septembre:

«Le 15 septembre de cette année, le ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, *Sergueï Lavrov*, a téléphoné au ministre fédéral des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, *Heiko Maas*.

L'accent a été mis sur l'état et l'avenir des relations russo-allemandes ainsi que sur les questions relatives à la forme de la coopération bilatérale et internationale dans le contexte de la situation par rapport à *M. Alexei Navalny*.

La partie russe a confirmé sa volonté de coopérer sur cet ensemble de questions complexes. Il a été à nouveau souligné que Moscou attendait une réponse des autorités allemandes compétentes aux demandes d'entraide judiciaire du bureau du procureur général de Russie du 27 août et du 14 septembre de cette année, qui ont été transmises conformément à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et aux protocoles additionnels pertinents du 17 mars 1978 et du 8 novembre 2001 respectivement. Il s'agit notamment de la remise du matériel biologique, des résultats des tests, des échantillons cliniques et des dossiers médicaux nécessaires à une enquête minutieuse et complète sur les causes de la maladie et de l'hospitalisation de *M. Navalny*, ce que nos collègues occidentaux réclament avec tant de force sur la scène publique. Une position similaire a également été transmise

au président français, *M. Emmanuel Macron*, lors de sa conversation téléphonique avec le président russe, *M. Vladimir Poutine*, le 14 septembre 2020. Si le refus de répondre à ces demandes persiste, il sera considéré comme un manque de volonté de la part des partenaires pour aider à établir la vérité dans le cadre d'une clarification objective et complète de la question.

M. Sergueï Lavrov a appelé son homologue à s'abstenir de politiser davantage la situation qui prévaut par rapport à *M. Alexei Navalny*. Il a été souligné qu'il était impossible de se contenter de références à l'«indépendance» du pouvoir judiciaire et à la nécessité de consulter *M. Navalny* lui-même ou ses proches. Ces références sont mises en avant, contrairement à la Convention susmentionnée, dans le but de refuser aux criminologues et aux experts médicaux russes l'accès aux connaissances disponibles en République fédérale allemande concernant sa maladie et son traitement.

Quant à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), à laquelle la République fédérale allemande fait recourir la Fédération de Russie, l'intégration de cette plate-forme par l'Allemagne pour clarifier le cas ne doit pas constituer un obstacle à la coopération bilatérale, coopération qui doit s'établir tant au sein de l'OIAC elle-même que par les canaux habituels et éprouvés de l'assistance juridique, comme l'exigent les obligations des parties en vertu de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 1959 et de ses protocoles additionnels.

Les deux ministres des affaires étrangères ont convenu de poursuivre le dialogue sur ces

questions et sur d'autres points de l'agenda russo-allemand et international. (Source: <https://russische-botschaft.ru/de/2020/09/16/press-release-on-foreign-minister-sergey-lavrov-telephone-conversation-with-german-foreign-minister-heiko-maas/> du 16/09/20)

Le site internet du ministère allemand des affaires étrangères ne mentionne pas cet appel téléphonique. Il n'a pas soulevé l'attention des médias germanophones orientés vers l'OTAN non plus. On constate tout de même de nombreux commentaires, à caractère plutôt général, sur l'évolution des relations germano-russes. Il n'est pas entièrement exclu que ceux-ci visent à créer, par leurs propres moyens, une évolution allant dans une certaine direction. Ainsi, par exemple, la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 17 septembre 2020 écrit: «Les observateurs russes voient la fin des relations spéciales entre les deux pays, basées sur l'Ostpolitik des années 1970 et établies au travers de l'approbation soviétique de l'unification allemande. Le cas de *Navalny* en représente un tournant [...]» Et le commentateur d'y ajouter: «Les détails de l'affaire n'ont plus d'importance. La manière dont la chancellerie allemande, *Mme Angela Merkel* a décidé de traiter cette affaire a mis fin au rôle de l'Allemagne en tant qu'interprète des sensibilités russes en Europe. Berlin se comporte maintenant à l'instar de tous les autres pays occidentaux – affichant leur opposition constante à la politique étrangère de Moscou. En conséquence, la Russie traitera l'Allemagne en tant qu'Etat dépendant des Etats-Unis, par une mise entre guillemets de son statut de partenaire fiable. Il ne peut donc plus être question d'une base commune de confiance.»

¹ Les résultats peuvent être consultés, par exemple, sur le site <https://bnn.de/nachrichten/deutschland-und-welt/politik-gegen-us-truppenabzug-bevoelkerung-her-dafuer>, du 04/08/20

² Enders, Tom: «Die EU braucht eine mutige deutsche Aussenpolitik»; ds. *Neue Zürcher Zeitung* du 02/09/20

³ Voir par exemple sur le site de l'hebdomadaire «Die Zeit»: <https://www.zeit.de/politik/ausland/2020-08/mike-pompeo-usa-polen-militaerische-zusammenarbeit>; du 15.8.2020

Le côté obscur de la 5G: l'utilisation militaire

par Manlio Dinucci, Italie



Manlio Dinucci
(Photo mad)

La manifestation du 12 septembre à Rome «Stop 5G» se focalise à juste titre sur les possibles conséquences des émissions électromagnétiques pour la santé et l'environnement, en particulier sur le décret qui interdit aux maires de réglementer l'installation d'antennes 5G sur le territoire communal.

Mais on continue à ignorer un aspect fondamental de cette technologie: son utilisation militaire. Nous avons déjà averti à ce sujet,¹ avec cependant peu de résultats. Les programmes successifs lancés par le Pentagone, officiellement documentés, confirment ce que nous écrivions il y a neuf mois.

La «Stratégie 5G», approuvée le 2 mai 2020, stipule que «le Département de la Défense doit développer et employer de nouveaux concepts opérationnels qui utilisent l'omniprésente connectivité offerte par la 5G pour accroître l'efficacité, la robustesse, la vitesse et létalité de nos forces armées».

Le Pentagone est déjà en train d'expérimenter des applications militaires de cette technologie dans cinq bases des forces aériennes, navales et terrestres: Hill

(Utah), Nellis (Nevada), San Diego (Californie), Albany (Georgie), Lewis-McChord (Washington), confirmé dans une conférence de presse, le 3 juin, par *Joseph Evans*, directeur technique pour la 5G au Département de la Défense.

Il a ensuite annoncé que des applications militaires de la 5G seront sous peu tentées aussi dans sept autres bases: Norfolk (Virginie), Pearl Harbor-Hickam (Hawaï), San Antonio (Texas), Fort Irwin (Californie), Fort Hood (Texas), Camp Pendleton (Californie), Tinker (Oklahoma).

Les experts prévoient que la 5G aura un rôle déterminant dans le développement d'armes hypersoniques, y compris celles à tête nucléaire: pour les guider sur des trajectoires variables, en échappant aux missiles intercepteurs, il faut recueillir, élaborer et transmettre d'énormes quantités de données en des temps très rapides. La même chose est nécessaire pour activer les défenses en cas d'attaques avec ces armes, en se fiant à des systèmes automatiques.

La nouvelle technologie aura un rôle clé aussi dans le *battle network* (réseau de bataille), étant en capacité de relier dans une aire circonscrite des millions d'appareils émetteurs-récepteurs.

La 5G sera extrêmement importante pour les services secrets et les forces spéciales:

elle rendra possibles des systèmes d'espionnage beaucoup plus efficaces et accroîtra la létalité des drones tueurs.

Ces applications, et d'autres, militaires de cette technologie sont certainement à l'étude aussi en Chine et dans d'autres pays. Ce qui est en cours avec la 5G n'est donc pas seulement une guerre commerciale.

Le document stratégique du Pentagone le confirme: «Les technologies 5G représentent des capacités stratégiques déterminantes pour la sécurité nationale des Etats-Unis et pour celle de nos alliés». Il faut donc «les protéger des adversaires» et convaincre les alliés à faire de même pour assurer l'«interopérabilité» des applications militaires de la 5G dans le cadre de l'OTAN.

Ceci explique pourquoi l'Italie et les autres alliés européens des USA ont exclu *Huawei* et d'autres sociétés chinoises des concours pour la fourniture d'appareillages 5G pour les télécommunications.

«La technologie 5G – *Joseph Evans* dit dans sa conférence de presse au Pentagone – est vitale pour conserver les avantages militaires et économiques des Etats-Unis», à l'égard non seulement de ses adversaires, en particulier la Chine et la Russie, mais même de ses alliés.

A cet effet «le Département de la Défense est en train de travailler étroitement avec les

partenaires industriels, qui investissent des centaines de milliards de dollars dans la technologie 5G, afin d'exploiter ces investissements massifs pour des applications militaires de la 5G», «applications à double usage» militaire et civil comprises.

En d'autres termes, le réseau commercial de la 5G, réalisé par des sociétés privées, se trouve utilisé par le Pentagone avec une dépense beaucoup plus faible que celle qui serait nécessaire si le réseau n'était réalisé que dans un but militaire.

Ce seront les usagers communs, à qui les multinationales de la 5G vendront leurs services, qui paieront la technologie qui, nous promet-on, devrait «changer notre vie», mais qui en même temps servira à réaliser des armes de nouvelle génération pour une guerre qui signifierait la fin des générations humaines.

¹ «L'utilisation militaire cachée de la technologie 5G», par Manlio Dinucci, *Il Manifesto* (Italie), Réseau Voltaire, 10 décembre 2019.

Source: *il Manifesto* du 8 septembre 2020, www.voltairenet.org

Video: https://www.youtube.com/watch?time_continue=3&v=D55S7Mwr2Jc&feature=emb_logo - <https://www.youtube.com/watch?v=Z96w4Cav7nE>

(Traduction Marie-Ange Patrizio)

Appel mondial aux gouvernements des neuf Etats dotés d'armes nucléaires

Le 24 août 2020, un appel mondial a été lancé, adressé aux gouvernements, présidents, premiers ministres et législateurs des neuf Etats dotés d'armes nucléaires: cela concerne la Chine, la France, l'Inde, Israël, la Corée du Nord, le Pakistan, la Russie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique.

Ces Etats sont appelés à s'engager dans une politique nucléaire sans frappe préalable, à signer, ratifier et accepter le traité interdisant les armes nucléaires et à entamer conjointement et immédiatement le désarmement. Ceci conformément à un calendrier qui prévoit l'élimination complète de toutes les armes nucléaires dans le monde d'ici le 6 août 2045 au plus tard. L'appel est soutenu par de nombreuses organisations de la Russie, le Canada, l'Allemagne, Les Etats-Unis d'Amérique, l'Australie, l'Italie, le Royaume-Uni.

Parmi les partisans, on trouve Daniel Ellsberg, économiste, ancien analyste militaire américain et célèbre dénonciateur (*Pentagon Papers*).

A ce jour (au 19 septembre 2020), 9171 personnes ont signé l'appel. Il a été traduit en plusieurs langues.

Horizons et débats publie le texte complet ci-dessous:

Aux présidents, aux premiers ministres et aux législateurs de la Chine, de la France, de l'Inde, d'Israël, de la Corée du Nord,

du Pakistan, de la Russie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis

Nous sommes des personnes de bonne volonté, de tous les horizons, de tous les continents, avec des convictions et des croyances différentes, et nous voudrions attirer votre attention sur le danger imminent d'une guerre nucléaire totale, qui pourrait très facilement éclater, soit par l'action délibérée d'une puissance nucléaire, soit par une erreur humaine, technique ou autre involontaire.

Nous avons assisté dans un passé récent au fait qu'on a de moins en moins de scrupules à faire usage des armes nucléaires dans les hostilités ou les opérations de grande envergure, ce qui a amené le monde entier au bord d'une catastrophe nucléaire.

De nombreux responsables militaires et civils de haut rang, des politiciens et des experts parlent ouvertement de la possibilité d'utiliser des armes nucléaires à faible ou forte puissance explosive sous divers prétextes contre n'importe quelle nation en première frappe.

En fait, les Etats-Unis se sont retirés de plusieurs traités de contrôle des armes nucléaires assez bien connus et utiles, en donnant des raisons douteuses et des explications contradictoires.

Les systèmes d'armes nucléaires deviennent de plus en plus sophistiqués,

plus rapides et plus précis. Ils ont été mélangés à de dangereuses combinaisons d'armes et couvrent tout, des armes nucléaires stratégiques et tactiques aux capacités de défense anti-missiles et des performances conventionnelles avec la possibilité de déployer des armes pour une attaque nucléaire dans l'espace, y compris des armes de défense anti-missiles et antisatellites.

De nombreux exercices militaires, autrefois menés avec des armes conventionnelles sont progressivement convertis en unités d'entraînement avec de fausses armes nucléaires.

Les experts en armes nucléaires estiment qu'une première attaque nucléaire à grande échelle tuerait immédiatement au moins 34 millions de personnes et causerait à 57 millions de personnes de nombreuses blessures, entraînant des souffrances et des douleurs terribles, des maladies dues aux radiations et la mort. En outre, divers domaines de l'infrastructure, de la flore et de la faune, des centrales nucléaires, de l'approvisionnement en eau – y compris l'eau potable et les centrales hydroélectriques – seraient gravement endommagés ou complètement détruits par de violents incendies, une énorme contamination radioactive, de violentes explosions et des tremblements de terre.

Mais ce ne sont là que les effets immédiats. L'hiver nucléaire, que même une guerre nucléaire limitée apporterait, entraînerait la famine et d'autres dangers mortels pour l'humanité entière.

Nous, qui signons volontairement cet appel, voulons vous demander à vous, les gouvernements des neuf puissances nucléaires, de prendre les mesures suivantes en 2020.

Primo: comme première étape vers un désarmement nucléaire complet et définitif à l'échelle mondiale, engagez-vous à ne pas utiliser d'armes nucléaires et à condamner toute première frappe nucléaire, contre toute nation, à tout moment.

Secondo: signez et ratifiez le traité sur l'interdiction des armes nucléaires avec l'engagement qui en découle, comme indiqué au point suivant.

Terzo: engagez-vous à démanteler toutes les armes nucléaires d'ici le 6 août 2045 au plus tard – ce qui devra être fait par les neuf puissances nucléaires selon des phases prudentes et avec des mécanismes de vérification bien développés et mutuellement acceptés, à condition que toutes les puissances nucléaires suivent le modèle simultanément et honnêtement.

Source: <https://actionnetwork.org/petitions/global-appeal-to-nine-nuclear-governments?source=9nukegovtsWBW&referrer=group-world-beyond-war>

Tous les enfants veulent un monde sans guerre nucléaire

par Nicole Duprat, collaboratrice au journal Horizons et débats

Bienveillance

Dédié à ceux qui ont survécu au bombardement

Seulement pour vivre dans l'angoisse permanente

En raison des risques liés à l'irradiation

Puissent les âmes des disparus reposer en paix

Puissent ceux, toujours vivants et toujours souffrants

Devenir des phares d'une lumière brillante

Permettant à l'Humanité

De bien voir le caractère maléfique de l'arme nucléaire

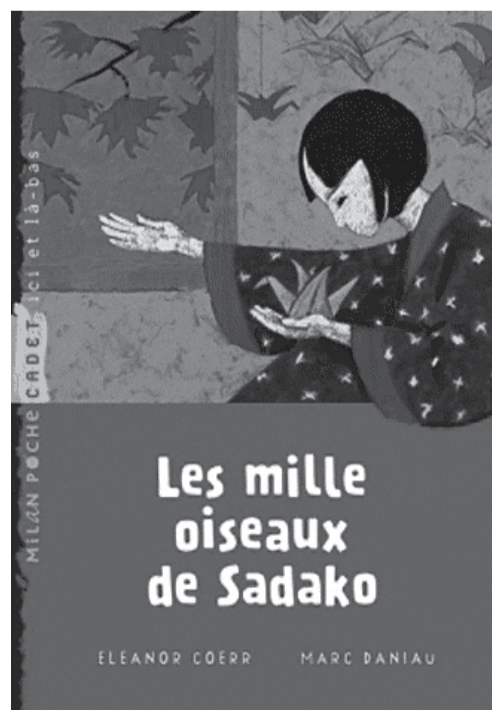
L'article paru dans *Horizons et Débats* à propos du tragique 75^e Anniversaire du lancement de la bombe atomique a pour mérite de nous montrer qu'*Hiroshima* et *Nagasaki* n'appartiennent pas au passé. L'arme nucléaire est couramment au centre de l'actualité que ce soit au niveau national ou international. Cette actualité met en lumière

un constat: l'arme nucléaire fait toujours partie des instruments de puissance développés par certains Etats, et ce malgré le poids grandissant des mouvements abolitionnistes à travers le monde et les appels toujours plus nombreux pour un monde exempt d'armes nucléaires.

Hiroshima et Nagasaki ont gravé nos mémoires par l'atrocité de l'emploi de l'arme nucléaire. Pulvérisés par le feu atomique, ces lieux restent à jamais les lieux témoins de la politique mortifère et délibérée du Président Truman et son équipe cherchant à gagner la guerre avec l'utilisation de la bombe.

Ces deux bombes nucléaires étaient des armes de guerre terrifiantes porteuses d'une destruction colossale d'une ampleur sans précédent. Des syndromes «d'irradiations aiguës» pouvaient entraîner la mort en quelques semaines, ou non.

75 ans après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, l'ombre d'une guerre nucléaire plane toujours sur nos têtes malgré les horreurs subies par ces villes.



EAN 9782745954923

Encore aujourd'hui aucune ville n'est préparée aux conséquences de l'explosion d'une bombe atomique et aucune nation ne saurait y faire face.

Dans une certaine mesure, Hiroshima et Nagasaki illustrent l'angle mort du droit pénal international mis en place avec les grands procès de Nuremberg. Dans un conflit armé, les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité commis par les vainqueurs restent impunis.

Le Traité Start portant sur la réduction des armes nucléaires entre la Russie et les Etats Unis expire en 2021 si les deux puissances n'arrivent pas à s'entendre sur son renouvellement.

Saluons l'action de «Mayors for Peace», groupement de maires à travers le monde dont le programme lancé le 24 Juin 1982 lors de la session onusienne sur le développement par le maire d'Hiroshima de l'époque, *Takeshi Araki*, auquel se joindra

Suite page 5

Prêt pour l'école? Prêt pour la vie?

par Eliane Perret, éducatrice spécialisée et psychologue

Aujourd'hui, il est très courant de développer les capacités des enfants dès un âge précoce. Ils suivent des cours de langue, apprennent déjà à jouer d'un instrument de musique ou jouent au tennis. Leur plan hebdomadaire est bien structuré. On veut optimiser les chances de réussite scolaire. Cependant, à l'origine de cette situation se trouve souvent la crainte que sans cela, l'enfant ne pourrait pas répondre aux exigences ni se comparer à ses camarades du même âge. Toutefois, les recherches actuelles indiquent clairement que l'équilibre émotionnel et la capacité à contribuer de manière constructive à l'interaction sociale sont tout aussi importants pour la réussite scolaire ultérieure que la lecture et le calcul précoces. Le développement de ces aptitudes enfantines est souvent exigeant, comme le montre l'exemple suivant.

«Mais je le veux, ce dino!»

Récemment, je cherchais un joli puzzle dans la boutique d'un zoo. Une mère et son fils se trouvaient près de moi. Après les vacances, Noah, tel était son nom, commencera la rentrée scolaire en première classe: tel était le sujet principal de leur conversation.

La mère voulait choisir un souvenir de cette belle journée à deux. Le choix était grand. Elle lui montra les beaux livres sur les animaux et les jeux. Mais son garçon avait autre chose en tête et se dirigea vers les dinosaures en plastique de toutes tailles. Et ce qui était prévisible se produisit. Bientôt la voix décisive de Noah se fit entendre: «Je veux ce dinosaure». Sa mère réagit calmement en lui disant: «Ecoute, tu as déjà acheté pas mal de dinosaures semblables. Tu as joué avec eux pendant une demi-journée et puis tu les as laissés de côté. C'est à toi de choisir. Nous allons acheter un jeu ou un livre. Ainsi nous allons jouer ensemble et regarder le livre.»

Le garçon ne se laissa pourtant pas persuader, insistant, à voix basse mais très ferme par son: «Mais je le veux, ce dino!»

Des compétences linguistiques acquises

Nous voilà donc devant une situation typique de tous les jours. Je pouvais imaginer faci-

lement de combien de persévérance la mère devait faire preuve pour maintenir son avis. Son fils avait fait preuve d'un entêtement impressionnant. Bientôt, il ira à l'école. A en juger d'après certaines remarques, je comprenais qu'il savait déjà lire et écrire son nom et qu'il connaissait de nombreux chiffres. Je me suis tout de même demandé si Noah était bien préparé pour son entrée à l'école.

Noah avait apparemment acquis déjà un nombre considérable de compétences clés pour la vie à l'école: il avait des capacités linguistiques, était capable d'exprimer ses souhaits et disposait d'un vocabulaire plutôt différencié déjà qui ne se limitait pas à «super», «méga» et «cool».

Mais qu'en était-il avec son emploi de la langue en tant que moyen principal d'établir une voie envers les autres êtres humains dans son entourage? Il était évident qu'il était accoutumé à un échange vif. Il se disputa avec sa mère comme un champion du monde pour obtenir son dino. Dans sa petite enfance, il devait donc avoir appris déjà à employer le langage pour vivre les relations et donner poids à ses propres idées. A l'école, cela l'aiderait sans doute à suivre le contenu des leçons par sa faculté d'écouter attentivement. Il disposait, semblait-il, des compétences linguistiques nécessaires à comprendre les règles de la vie commune et à contribuer à une bonne ambiance d'apprentissage.

Savoir renoncer

Je me suis toutefois demandé si Noah était également capable de prendre en considération son semblable, de faire preuve d'empathie à l'égard de la situation et d'être capable, si nécessaire, de mettre de côté ses propres souhaits. Sa mère avait probablement fait l'expérience avec son fils qu'après un premier enthousiasme bref, son intérêt disparaissait vite. Il était apparemment capable de s'entêter dans une idée. De l'autre côté, il apparaissait clairement que la mère voulait que son fils apprenne à s'adapter de façon plus flexible aux défis de sa nouvelle situation. Cependant, le convaincre était une tâche exigeante. Noah s'excita de plus en plus en insistant sur son

souhait d'avoir «son» dino. La mère resta calme et équilibrée. Elle supposait, semblait-il, que son non ne ferait aucun mal à Noah et qu'elle n'avait pas à céder à son caprice. Son expérience de la vie lui donna évidemment la suffisante prévoyance nécessaire. Elle savait ou soupçonnait que de telles expériences mettraient plus tard à son enfant de renoncer plus facilement à quelque chose et de surmonter ses déceptions. Cela ferait également partie de la vie scolaire quotidienne de Noah.

Ne pas se limiter à savoir beaucoup de choses mais grandir en intelligence

A maints égards, Noah avait de grandes chances de devenir un bon élève. Mais il était totalement exclu qu'il agisse uniquement en fonction de son plaisir et de ses propres décisions. Une partie de la réussite scolaire consiste, au contraire, à être capable de faire face aux déceptions aussi, de trouver un équilibre entre réussite et échec, d'accepter d'être une fois du côté des forts et une autre fois des faibles. Cela fait également partie du développement et du maintien des vraies amitiés. Le fait d'être ensemble avec d'autres enfants entraînera certainement des différences de points de vue et des conflits – les enfants y ont également droit. Il y aura certainement des malentendus et Noah devra se demander, probablement lui aussi, comment il pourra corriger une injustice commise. Les jeunes enfants ne voient souvent que leur propre voie, se sentent dans leur droit et désespèrent vite, souvent sous l'emprise d'un sentiment de faiblesse, se mettant vite en colère et pouvant être profondément offensés. Noah avait, semblait-il, dépassé déjà ce niveau, mais il était évidemment difficile pour lui d'abandonner une idée une fois figée dans sa tête.

Rester ferme

Il resta donc avec les animaux préhistoriques. Entre-temps, sa mère s'était dirigée vers la caisse. Noah décida de prendre son dino en suivant sa mère. Sera-t-elle capable de résister à son entêtement? Elle attirera une fois de plus son attention sur la grande sélection de puzzles et de jeux parmi lesquels il pouvait

en choisir un. Puis elle se tourna vers le caissier pour le livre choisi par elle-même. Noah déposa son dino à côté. La mère informa le caissier qu'elle ne paierait que le livre. Ce fut le moment où Noah réalisa qu'«il n'y avait rien à faire». Il écarta son dino, vexé. La mère lui accorda un dernier moment de réflexion, puis paya et se rendit à la sortie, suivie de Noah.

Quelques minutes plus tard, j'ai rencontré à nouveau la mère avec son petit garçon. Ils se rendaient au parking. La mère lui racontait, sans aucune réserve, ce qu'elle avait le plus aimé de la journée. Noah affichait toujours sa mine vexée. Mais il ne pouvait tout de même pas s'abstenir de sourire quand elle lui parla des singes rigolos.

Un pas en avant

Noah avait beaucoup appris et vu ce jour-là, pas seulement des choses passionnantes sur les animaux. La mère avait mis un obstacle sur son chemin et lui avait ainsi rendu possible une étape importante d'apprentissage. Il devait renoncer à son dino et accepter la déception. Cela lui avait certes coûté un effort (et pas seulement à lui!). Noah avait réussi à supporter le conflit avec sa mère sans crise de colère. La mère lui avait apporté le soutien nécessaire, par son calme et sa détermination. En somme, cela devait l'avoir rendu plus fort lui permettant de faire un pas en avant dans son développement socio-émotionnel. Son petit garçon avait fait un pas de plus, à la fois, vers la réussite à l'école et dans la vie. •

Pour en savoir plus:

Stamm, Margrit. «Ich will – und zwar jetzt! Mangelnde emotionale Kompetenzen im Vorschulalter und ihre Folgen. Dossier 16/3.» www.margritstamm.ch

Flyer de la Direction de l'instruction publique et de la culture du canton de Berne. «Prêt pour l'école». (peut être téléchargé en dix langues autres que l'allemand en format pdf) https://www.erz.be.ch/erz/de/index/erziehungsberatung/erziehungsberatung/fachinformationen/fit_fuer_die_schule/broschuere.assetref/dam/documents/ERZ/AKVB/de/Erziehungsberatung/Fachinformationen/fit%20f%C3%BCr%20die%20Schule/EB_FI_FS-franz.pdf

«Tous les enfants veulent un monde ...»

suite de la page 4

rapidement son homologue, le maire de Nagasaki, Yoshitake Morotani, dans le but de promouvoir la solidarité des villes à travers le monde dans le chemin qui mène vers l'abolition des armes nucléaires. Il n'y a pas de guerre juste et dans les guerres, ce sont toujours des innocents qui payent.

Au Japon, les «hibakusha», terme signifiant littéralement «personnes bombardées par la bombe atomique», c'est-à-dire irradiées, ont été dénombrées, selon le Ministère de la Santé, à 134 700. Leur âge moyen est d'un peu plus de 83 ans. Et beaucoup étaient des nouveau-nés ou encore dans le ventre de leur mère. Le calvaire tant physique que moral de nombreux hibakusha a duré toute leur vie. Beaucoup ont longtemps vu leurs souffrances et ont subi des discriminations, notamment en matière de mariage. «Pour nous, hibakusha survivants, un mariage ou une naissance ne sont pas des événements heureux, mais des sources d'angoisse. Nous avons encore peur de l'effet des bombes sur nos enfants et nos petits-enfants». Nous devons les écouter avec une grande bienveillance dans leur souhait de disparition des armes nucléaires et l'avènement de la paix mondiale.

Les photographies d'archives au Musée de la Paix à Hiroshima illustrent l'ampleur des ravages causés par les armes nucléaires et le prix payé par les civils, principales victimes de ce déchainement meurtrier. Le cénotaphe, dont la forme rappelle celle des anciennes maisons japonaises en argile a été réalisé pour abriter du vent et de la pluie les âmes des victimes. Il contient le nom de toutes les victimes de la bombe et a été construit par l'architecte Tange Kenzo; une flamme de la paix y brûle, destinée à rester allumée tant que des armes nucléaires existeront, avec l'inscription: «Reposez en paix,



Il y a un monument dans le Jardin de la Paix d'Hiroshima. Au sommet d'une bombe atomique symbolisée, s'élève la figure de Sadako Sasaki, coulée en bronze. Ses mains, levées vers le ciel, portent une grue dorée. (Photo Wikimedia)

nous ne referons pas les erreurs du passé», le «nous» désignant l'Humanité entière.

Au cours de mon métier d'enseignante j'ai accueilli, en lien avec l'Alliance française de Tokyo, une jeune fille japonaise, Yoriko, venue expérimenter l'enseignement du français dans les écoles de France. Nous avons convenu de parler de ce tragique événement aux élèves avec des mots appropriés à leur âge et leur compréhension au cours d'un atelier d'origami représentant une grue (Ori Tsuru), symbole de longévité. L'origami est un pliage bien connu des enfants du Japon. Mes élèves se sont initiés à l'origami, l'art du pliage, avec beaucoup d'application, de minutie et de plaisir. Nous leur

avons montré une affiche de la statue des enfants affectés par la bombe et en particuliers de Sadako Sasaki. Cette fillette est décédée de la leucémie contractée à la suite de son exposition aux radiations de l'explosion. Sadako est devenue une icône pour la paix grâce aux nombreuses grues en papier qu'elle réalisa durant sa maladie. En effet, au Japon, une légende affirme que «Qui-conque plie 1000 grues de papier retenues ensemble par un lien peut voir son vœu le plus cher de santé, de longévité, d'amour, de bonheur, exaucé.» Sadako ne put en réaliser que 644 et décéda le 25 Octobre 1955 à l'âge de douze ans. Elle fut enterrée avec une guirlande de 1000 grues. L'histoire de Sadako eut un profond impact sur ses amis et sa classe. Ils finirent de plier les 356 grues manquantes, en hommage à la jeune Sadako qui pensait pouvoir guérir. Son histoire a fait de la grue en papier un symbole de la paix. Son histoire est racontée dans le livre

«Sadako and the Thousand Paper Cranes» écrit par Eleanor Coerr en 1977 et traduit en plusieurs langues. Ils continuèrent également de confectionner des origamis pour récolter de l'argent dans les écoles japonaises afin de construire une statue en l'honneur de Sadako et de tous les enfants affectés par la bombe. C'est une statue représentant une fillette tenant, dans ses bras levés, une immense grue en or, sous forme d'origami. L'événement eut lieu le soir de la fête des enfants, le 5 Mai 1958. Son piédestal porte l'inscription «Ceci est notre cri. Ceci est notre prière. Pour construire la paix dans le monde».

Depuis, cette statue est constamment ornée de milliers de guirlandes de 1000 grues en papier, réalisées par les enfants du monde entier (dont celles des 30 élèves de ma classe apportées par Yoriko lors de son retour au pays) qui partagent le même souhait; un monde sans guerre nucléaire. •

Grues en papier (pensées de la mère)

Plus la maladie s'aggravait, plus elle perdait sa mobilité, plus les grues pliées de Sadako se rapetissaient. Bien que tout son corps soit enflé jusqu'au bout des doigts, bien que sa vue se détériore de plus en plus, elle pliait soigneusement

ses petites grues à l'aide d'une aiguille – à la manière d'une être humain qui, menacé de se noyer, s'agrippe à une paille.

(Sasaki, Masahiro. «Meine kleine Schwester Sadako», p. 96)

Souvenirs du frère

Ma sœur avait enfilé les mille grues sur un long fil, pour que le fil de soie de la vie ne se casse pas. Son souhait ne s'est pourtant pas réalisé.

Oh, mille grues! Pourquoi n'avez-vous pas chanté? Pourquoi ne vous êtes-vous pas envolées?

Je dis à l'une des mille grues: reste toujours avec ma sœur et protège-la. Prends soin d'elle pour nous. Et quand elle est heureuse, lève tes ailes vers le ciel!

(Sasaki, Masahiro. «Meine kleine Schwester Sadako», p. 98)

(Traduction Horizons et débats)

Pourquoi la numérisation des écoles et des salles de classe requiert une extrême prudence

par Ewald Wetekamp, Groupe de travail Ecole et éducation dans le Bade-Wurtemberg

Sans la crise du coronavirus et le confinement imposé partout, l'industrie informatique aurait dû inventer quelque chose de similaire pour obtenir une telle poussée pour ses «visions» d'une société numérisée et surtout d'une école «numérisée». L'industrie veut maintenant utiliser cette aubaine pour s'ancrer irrévocablement dans toutes les relations humaines de la vie quotidienne. Cependant, jusqu'à nos jours, il n'y a aucune preuve que l'apprentissage puisse se faire selon le mode numérique. En effet, cette numérisation changera fondamentalement les bases de l'image de l'homme des temps à venir. Or, on assiste actuellement à la transformation de l'individu, conçu comme un être social orienté vers autrui, évoluant dans des organismes sociaux bienveillants comme la famille, l'école, la commune et l'état (au moins dans une démocratie évoluée) qui l'encouragent à œuvrer ensemble dans le but commun, prenant sa part de responsabilité – et de satisfaction y liée, en une direction toute autre. En effet, sous la propagation d'une «nouvelle ère», nous sommes constamment transformés en des simples «utilisateurs», principalement des nouveaux médias, devenant de plus en plus de purs consommateurs de données dont nous ne connaissons plus ni les auteurs, ni leurs buts ni ceux qui les contrôlent. De plus, tout cela nous isole de plus en plus les uns des autres, nous trouvant souvent seuls dans l'univers hétéroclite des «informations».

Digne de notre plus grande attention, la question qui se pose principalement aux parents et aux pédagogues est donc de savoir si le processus d'éducation et de formation, jadis présent en filigrane dans nos institutions éducatives et représentée par l'école (caractérisée par un haut niveau de connaissances et de savoir-faire) peut être remplacé par les outils numériques. Cependant, cela ne sera pas l'objet de nos réflexions actuelles. Nous souhaitons plutôt présenter et analyser ce qui a été introduit dans nos salles de classe depuis des années pour l'évaluer à partir perception pédagogique.

L'intégrité du corps, dérivé du droit à la vie, est un droit fondamental indispensable. Nier ce droit provoquerait l'indignation et une vive résistance. Car chacun sait que si un tel droit fondamental n'est plus garanti, la vie et le corps de tous sont très gravement atteints.

Une grave erreur de jugement aux conséquences imprévisibles

L'intégrité de la vie privée de la personne¹ est un autre droit fondamental, en rien inférieure à ceux mentionnés ci-dessus. Cependant, si ce droit est bafoué, la résistance et l'indignation ne sont souvent pas autant violentes que face aux atteintes du corps et de la vie. Pourquoi donc? Or, la blessure du corps et ses conséquences sont directement visibles et ainsi difficilement négligeables dans la plupart des cas. La violation de la vie privée, par contre, est un processus lent, souvent facilité par le fait qu'un nombre considérable de personnes pensent n'avoir rien à cacher, la violation de leur vie privée ou, en d'autres termes, de leur sphère intime ne constituant pas une intrusion majeure.

Il s'agit là pourtant d'une grave erreur de jugement, aux conséquences imprévisibles.

L'utilisation de terminaux numériques est-elle vraiment sans danger?

La violation de la vie privée se passe de manière assez intelligente. Nous les connaissons tous, ces petites «aides» que nous aimons tant dans la vie quotidienne et que nous jugeons indispensables, tout au long de la journée, sous la forme de portables «smartphones», ayant réussi en un peu plus d'une décennie un triomphe mondial.² Ils représentent entre-temps une partie principale de l'équipement de base de la jeune génération qui, souvent, ne veut même plus s'en passer la nuit, peu importe la raison.³

Le fait qu'on laisse ainsi sans résistance les données les plus personnelles à «l'aspirateur de données», représenté par le phénomène Big data⁴, ne soulève plus la moindre inquiétude: les profils de mouvements, les contacts

sociaux, les réseaux de pairs, les visites de sites Internet, les préférences de toutes sortes, qu'il s'agisse de loisirs, de musique, de films ou même d'opinions politiques, les conseils de santé mesurant le rythme cardiaque, la tension artérielle et les activités sportives (dont l'évaluation peut ensuite servir de paramètres pour déterminer le taux de cotisation à l'assurance maladie), sont enregistrés, principalement en faveur des «intéressés», laissés de manière indélébile dans le nuage de données d'une entité apparemment anonyme.

Les conditions d'une utilisation sans réserves ne sont pas assurées

Tant que les outils numériques restent des outils, maîtrisés par la personne les utilisant correctement et professionnellement, il n'y en a peu à reprocher. Tant que l'outil numérique ne mène pas une vie de plus en plus autonome, en partie déterminée par d'autres, tant que l'utilisation de cet outil numérique sert l'intérêt de l'utilisateur laissant intact son espace de travail et sa vie privée, tout ira bien. A l'exception près que l'utilisation déchaînée du numérique met en danger la santé. Là aussi, une réflexion approfondie s'imposerait.

Face à la crise, l'appel à la numérisation devient une question de principe s'intensifiant de plus en plus.

On ne peut pas ignorer le fait que la numérisation, avec tous ses effets secondaires plus ou moins dissimulés, a entamé une marche triomphale dans les secteurs industriel, économique et autres. Cela ne se passe pas toujours en notre faveur. On ne peut pas ignorer le fait qu'avec la crise du Corona, l'appel à l'enseignement numérisé a trouvé un amplificateur viral.⁵ Toutefois, ce processus était déjà en cours depuis un certain temps. En même temps, quant aux transformations dans l'enseignement, il importe dorénavant que la personnalité de l'étudiant puisse rester intacte dans un espace protégé bien réfléchi, notamment dans le domaine sa vie privée. Chaque Land allemand s'en porte garant avec sa constitution et son mandat éducatif respectif. Les gens ont raison d'y avoir confiance, confiance qui ne doit pas être déjouée.

Mais que faire si les outils numériques, sans aucun doute utiles, ne sont pas à la hauteur de cette confiance? Que faire si même le meilleur administrateur ne peut empêcher la moindre fuite de données personnelles sensibles? Et si la numérisation des écoles et de l'enseignement était en fait une atteinte à l'intégrité des élèves et cela au-delà, de leurs familles?

En quoi consistent réellement les capacités des dispositifs terminaux?

Il suffit de regarder de quels terminaux numériques l'école est généralement équipée et à quels serveurs et réseaux ces appareils sont connectés. Les ordinateurs et l'internet sont utilisés depuis longtemps. Ensuite, il y a les salles de classe numériques, les tableaux et tablettes intelligents, et les smartphones connectés au réseau. Il ne faut pas oublier la quantité de logiciels éducatifs développés par les entreprises informatiques intéressées, qui sont souvent présentés lors de conférences des associations d'enseignants dans le cadre d'ateliers de formation.

Le journal de classe numérique

Prenons par exemple le journal de classe numérique qui a radicalement remplacé le journal de classe traditionnel, sous forme de carnet. On y trouvera la totalité des élèves, avec leurs noms, adresses et photos. Afin que les professeurs d'une classe puissent s'informer plus rapidement, toutes les informations «nécessaires» concernant les élèves et la classe sont stockées sous forme numérique. Ainsi, les enseignants peuvent savoir par un clic quel élève est absent, quand il aura quel test à passer, quel élève a eu du retard, n'a pas apporté son matériel ou ses devoirs, quels rappels ou réprimandes lui ont été adressés, quelles notes lui ont été attribuées dans telle matière ou telle autre et pour quelle raison les diverses conférences de l'établissement auront pris certaines mesures. Dans un intranet interne, tout cela n'est pas sécurisé. Selon les divers fournisseurs, l'ordinateur gérant ces données se situe, par exemple, à Vienne. Pour-

quoi cela? Sur quelle base réelle les parents, les élèves et les enseignants pourront-ils faire confiance au fournisseur? La référence à la sécurité des données du système n'inspire souvent pas de la confiance.

Les élèves et les parents disposent d'un mot de passe leur permettant l'accès à la zone personnalisée du journal de classe numérique, défini depuis leur domicile, circonstance permettant également le contrôle numérique de l'exercice de la responsabilité éducative des parents ainsi que des tuteurs.

Le logiciel d'apprentissage

Regardons le logiciel éducatif. L'association des enseignants VBE organise chaque année, à Leipzig, la «Journée des enseignants allemands». Cette manifestation a lieu en même temps que le salon du livre «Leipzig liest» sur le terrain de la foire. Il est habituellement fréquenté par environ 500 à 700 enseignants en moyenne. En plus de la présentation de l'intervenant principal, un grand nombre d'ateliers est organisé l'après-midi. Il y a quelques années, le professeur Manfred Spitzer assura la conférence principale. Il aborda le sujet du sens et du non-sens de l'utilisation des outils numériques en classe en soulevant la question comment l'utilisation fréquente de ces outils numériques affectait la psyché et l'esprit. Sa conclusion fut pertinente: lui-même n'autoriserait pas ses enfants à utiliser ces terminaux numériques avant l'âge de 16 ans. Sur ce point, le psychologue renommé se trouvait d'ailleurs en complet accord avec les développeurs du numérique situés au Silicon Valley qui tiennent leurs enfants à distance de ces appareils, leurs enfants fréquentant des écoles qui s'en abstiennent. Ils sont donc professionnellement au courant que ces dispositifs sont munis d'un considérable potentiel à l'addiction et que l'éducation, au sens profond du terme, est avant tout un processus relationnel qui sollicite d'être guidé d'un éducateur expérimenté et fiable. Le professeur Spitzer a été applaudi à maintes reprises de ses prises de position pertinentes, apparemment en toute conformité avec les convictions des pédagogues présents.

Le programme de l'après-midi de la Journée des enseignants contrasta donc totalement avec les explications scientifiques du matin. Il s'agissait presque exclusivement d'offres portant sur la numérisation de la classe et des cours. L'une de ces offres a démontré aux enseignants présents l'utilisation de feuilles de travail spécialisées que chaque enseignant pouvait concevoir pour sa matière. Envoyées à leurs élèves via les ordinateurs des enseignants, ils travaillent sur ces feuilles à la maison les renvoyant à l'enseignant. L'enseignant a donc la totalité des travaux de ses élèves sur son ordinateur, prêts à l'évaluation. A la stupéfaction de beaucoup de participants de l'atelier, non seulement les résultats se prêtent ainsi à être vérifiés, mais le logiciel⁶ est en plus capable d'enregistrer également le temps passé par l'étudiant penché sur son travail, la vitesse avec laquelle il avait travaillé ainsi que la fréquence des pauses et la quantité des corrigés. Imaginez que toutes ces données s'emploient pour évaluer la qualité des travaux, puis imaginez également que toutes ces données, ensemble avec toutes les autres collectées au cours d'une seule journée scolaire soient déplacées vers un nuage numérique fourni par des entreprises extérieures disposant alors de toutes ces données sur les élèves et pouvant en tirer profit dans leur propre intérêt. L'expert en informatique de cet atelier expliqua aux enseignants, pour la plupart étonnés, que ce logiciel, utilisé en classe et évalué par des programmes, était capable d'évaluer très précisément les performances des élèves, de sorte que les tests en classe sont remis au deuxième rang. Les experts de l'industrie IT font état d'expériences similaires en matière d'évaluation des données dont disposent les entreprises du type Big data. Leurs évaluations servent, entre autres, à faire des prévisions assez précises sur les décisions et les actions individuelles à venir, dans les domaines économique, culturel et politique. Selon les experts, cela pourrait rendre inutiles les élections, puisque les algorithmes savent depuis longtemps comment les élections vont se dérouler.



ISBN 978-3-57010-306-7

A quoi bon une évaluation au cours d'une préparation professionnelle?

Dans tous les types d'écoles, il est courant de préparer les élèves de 3^e à choisir une future profession. A cette fin, des évaluations sont effectuées pour lesquelles des enseignants de différentes écoles doivent être formés. Cela engendre une énorme dépense de temps et d'argent. Ces formations sont financées par l'Agence fédérale pour l'emploi, de nombreuses institutions indépendantes et certaines entreprises. La manière d'obtenir des résultats est un sujet distinct (abstinence d'empathie). Dans ce domaine, des rapports détaillés sont préparés sur la capacité des individus quant à la coopération, la créativité, l'endurance et la persévérance, la culture générale, les capacités mathématiques, la capacité de concentration, la capacité à combiner, la perception de soi et celle des autres et bien plus encore. Tout cela peut également être effectué par des personnes étrangères à l'école, car il s'agit seulement d'observer, de compter et de collecter sans empathie. Toutes ces enquêtes sont réalisées soit par les étudiants eux-mêmes sur l'ordinateur à l'aide de programmes appropriés, soit par les observateurs saisissant les données dans l'ordinateur et les envoyant à un ordinateur central qui les évalue. Cette évaluation dure une semaine. Pendant ce temps, les cours sont annulés ou doivent être rattrapés. L'effort en est donc énorme. La question du bénéfice pour l'école et les étudiants est controversée. A quoi bon un tel effort? Qui s'intéresse donc à ces données, pourquoi et à quelles fins?

Ce qu'il faut savoir

La collecte numérique de données personnelles pour créer un profil de personnalité individuelle, que ni les parents, ni les élèves, ni les enseignants n'ont commandée, est une attaque cachée et systématique contre l'intégrité de la personne, une attaque contre un droit fondamental et donc, puisque notre école est une école en démocratie, une attaque contre la constitution démocratique de notre école. Mais ce ne sont pas seulement les écoles qui doivent être transformées numériquement, mais l'ensemble de la société, voire la démocratie en tant que telle. Yvonne Hofstetter,⁷ juriste, connaissant ces pieuvres des données de par l'intérieur, a consacré un de ses livres à leur sujet. Il est intitulé «Das Ende der Demokratie. Wie die künstliche Intelligenz die Politik übernimmt und uns entmündigt» (La fin de la démocratie. Comment l'intelligence artificielle prend le dessus de la politique et nous prive de notre responsabilité). La connaissance de l'approche stratégique des entreprises spécialisées dans les grandes données s'impose à nous tous. Cependant, il est autant nécessaire que nous nous souvenions des fondements de notre vie commune. C'est la tâche de chacun de nous et celle-ci peut se pratiquer dans la famille, sur le lieu de travail, dans la société, selon notre responsabilité individuelle et collective de citoyens. Une telle réflexion s'impose. •

Le Freidorf – la coopérative

Histoire d'une coopérative à part entière

par Werner Wüthrich

Il y a quelques mois, la coopérative de la colonie Freidorf près de Bâle a célébré son 100^{ième} anniversaire en publiant, entre autre, un impressionnant livre illustré sur son histoire.

Extrait du premier chapitre:

«La Coopérative de la colonie Freidorf fut fondée le 20 mai 1919 par 93 colons (tous les employés de l'Union suisse des coopératives de consommation (USC) et de ses entreprises. Au milieu d'un site vierge entre Bâle et Muttens, l'architecte Hannes Meyer construisit un ensemble modèle de 150 maisons individuelles en terrasses, sous forme d'une cité-jardin. Le domaine fut conçu comme une coopérative à part entière, réalisant la combinaison d'une coopérative de consommateurs avec celle d'habitation. L'utopie attribuant, à chaque famille résidant une maison spacieuse disposant de son propre potager, devint donc réalité. Les maisons se ressemblaient toutes, quelle que fût leur taille. Chacune était équipée de placards, d'eau courante chaude et froide, d'une salle de bain et de l'électricité. Le jardin attenant à chaque maison avait une superficie d'au moins 200 mètres carrés. [...]»

A ses débuts, le Freidorf était une communauté villageoise presque autonome de plus de 600 habitants, avec sa propre école. Ce que le potager individuel ou les lieux de plantation cultivés en commun ne fournissaient pas, s'achetait au magasin propre au Freidorf, payé avec la monnaie propre au Freidorf. Les colons passaient également leur temps libre dans l'enceinte de Freidorf disposant d'un restaurant, d'un bowling, d'une bibliothèque, d'une chorale folklorique, des clubs d'élevage de petits animaux et d'une caisse d'épargne. On offrait des activités sportives en commun ainsi que des ateliers de gymnastique, de musique, de théâtre, de danse et de la fête. Les loisirs se pratiquaient dans une maison commune répondant aux besoins de la coopérative sur le grand terrain de jeu au centre de la colonie. Les visions des pères fondateurs autour de Bernhard Jaeggi étaient donc ambitieuses. Leur objectif n'était rien de moins que de parvenir à un «homme meilleur». (page 6)

Contexte histrique

Les tentatives de création de coopératives intégrées, voire à part entière, existaient déjà au XIX^e siècle. On entend par coopérative complète ou intégrée une association d'un groupe plus large de personnes qui organisent conjointement non seulement les secteurs économiques individuels tels que le logement, la consommation, les achats communs ou autres, mais qui – de manière intégrée – englobent également d'autres domaines de la vie tels que le travail, la production, les services, l'école, les loisirs, les soins de santé, la prévoyance vieillesse, etc.

Les pionniers de Bâle autour de Bernhard Jaeggi bénéficiaient d'une riche expérience dans le mouvement coopératif international. Les deux exemples suivants l'illustrent bien. Dès le début du XIX^e siècle, Robert Owen, propriétaire d'une usine écossaise et réformateur social, développait des utopies pour une vie ensemble largement communale, intégrant

à la fois le travail et la consommation, utopies qu'il essaya de réaliser – d'abord en Ecosse (New Larnack), puis aux Etats-Unis. Ce furent des essais concrets qui ne s'arrêtèrent pas à l'utopie. En 1825, il acheta des terres dans l'Etat de l'Indiana et fonda la société modèle New Harmony. Environ 800 personnes suivirent son appel de tenter avec lui une expérience de vie commune dans la coopérative globale. New Harmony dura deux ans, mais échoua en raison de tensions personnelles.

Il existe un autre exemple, similaire, cette fois en Suisse, à Zurich, au milieu du XIX^e siècle. Karl Bürkli avait fondé le Zürcher Konsumverein en 1851. Bürkli s'inspira des idées de Charles Fourier (1793-1837) et de Victor Considérant, qui avaient développé à l'Ecole sociétaire de Paris des concepts visant une vie en commun, incluant le travail, la consommation et la vie de tous les jours. M. Considérant et M. Bürkli cherchaient également de rendre pratiques leurs idées. Leur société à partisans issus du monde entier prévit un établissement modèle d'environ mille personnes sur un «site vierge» au Texas. Leurs projets étaient, eux aussi, d'envergure. Un détachement précurseur se rendit dans la région de Dallas, acheta 52 km² de terrain et effectua les premiers travaux préparatoires. Les autres les suivirent, parmi eux se trouvait Karl Bürkli avec trente colons provenant de Zurich. Le projet étant très ambitieux, les difficultés ne tardèrent guère. L'expérience échoua au bout de trois ans contraignant les colons de retourner, déçus, dans leurs pays européens. Les futurs pionniers de la coopération pouvaient tout de même tirer des enseignements précieux de ces expériences.

Karl Bürkli ne se laissa cependant pas décourager, et contribua bientôt à remettre sur pied le Konsumverein Zurich en tant que directeur général. Les citoyens zurichois l'ayant élu député au conseil cantonal, il fut ensuite un membre important du mouvement démocratique dans son canton. C'est donc en son honneur qu'en 1869, l'article sur les coopératives, toujours valable aujourd'hui, fut intégré à la Constitution cantonale, stipulant: «Le canton encourage le système coopératif basé sur l'auto-assistance et édicte

des lois pour la protection des travailleurs». (voir Wüthrich 2018, p. 71-85)

Pestalozzi et Zschokke montrent la voie
Alors que Karl Bürkli crée le Konsumverein Zurich, de nombreuses associations de consommateurs sont fondées dans toutes les régions de Suisse – 1864 également à Bâle. En 1889, la plupart d'entre eux se sont regroupés pour former l'Union suisse des coopératives de consommation (USC) veillant aux intérêts de ses associations membres et coordonnant leurs activités. Le Konsumverein Zurich a suivi sa propre voie en restant indépendant jusqu'en 1998. Avant la Première Guerre mondiale, la USC comptait déjà 400 associations membres et employait 600 personnes. Bernhard Jaeggi a été le directeur général de la USC de 1908 à 1934, dont le siège était à Bâle.

Quant à Bernhard Jaeggi, il devait jouer un rôle décisif dans la fondation et le développement ultérieur du Freidorf près de Bâle. Il discutait des questions urgentes du système coopératif avec ses collègues de la USC, comme l'avait fait Karl Bürkli un demi-siècle plus tôt. Il s'agissait notamment de savoir si et comment une coopérative conventionnelle pouvait être étendue à une coopérative à part entière. Une idée était de construire un modèle d'établissement coopératif dans la périphérie de Bâle. Les employés de la USC y vivaient dans des appartements bon marché et subviendraient de manière autonome, dans une certaine mesure, à leurs besoins dans leur propre jardin. Un magasin propre leur offrirait les marchandises supplémentaires dont ils auront besoin. Progressivement, grâce à une richesse totale croissante et à un sentiment d'appartenance de plus en plus fort, d'autres domaines de la vie s'y intégreraient, à l'instar de ce que les pionniers avaient essayé de faire au XIX^e siècle.

Bernhard Jaeggi et son cercle de partisans étaient motivés par un autre aspect: pour eux, il fallait davantage qu'une organisation coopérative bien conçue. Les participants devaient également être guidés et accompagnés plus loin afin qu'ils puissent vivre les principes coopératifs et les ancrer dans leur for intérieur même. En bref, ils



ISBN 978-3-85616-898-8

avaient besoin d'éducation. Pour ce faire, ces innovateurs se sont inspirés de deux grands noms de la pédagogie suisse, Heinrich Pestalozzi et Heinrich Zschokke.

Heinrich Pestalozzi (1746-1827) suivit une approche résolument holistique avec son credo de «tête, cœur et mains». Pour lui, l'éducation devait d'abord commencer dans le foyer familial. Pestalozzi envisagea un système de «petits cercles» qui s'enchevêtraient. Issue de la famille intacte, l'amélioration du niveau de vie dans tous ses aspects aura ses reflets sur le voisinage, le village et plus loin dans le monde entier. Ou comme l'a dit un contemporain de Pestalozzi, le prêtre et poète Jeremias Gotthelf (1757-1854): «Ce qui doit rayonner dans la patrie prend ses débuts en famille».

Heinrich Zschokke (1771-1848) fut, pour les futurs pionniers de la colonisation de Bâle, un autre phare éducatif du système coopératif en évolution. M. Zschokke était convaincu qu'une communauté véritablement coopérative ne pouvait voir le jour grâce à l'association d'individus mûrs et capables. En 1810, il publia son roman «Das Goldmacher-Dorf» (Le village des orfèvres). Selon son titre on pourrait penser que Zschokke y décrivait la vie dans un village où l'on aurait trouvé de l'or ou que des alchimistes y essaieraient d'en fabriquer. Mais le texte du récit instruit le lecteur de l'intérêt porté par Zschokke à quelque chose de complètement différent. Dans son roman, il montre qu'il y a autre chose encore, plus précieux que l'or: Oswald, le personnage principal du roman, est retourné dans son village natal après son service en soldat. Après avoir constaté la négligence et la pauvreté abjectes de la population il réussit à apprendre à ces concitoyens à s'occuper de l'éducation de leurs enfants, en mettant en place de bonnes écoles et, en général, à mener une vie morale et communautaire, aussi bien dans les familles que dans la communauté. Ainsi, les «orfèvres» atteignirent une véritable liberté, allant de pair avec la croissance de leur prospérité matérielle.

Nouveau départ après la guerre et la grippe espagnole

A la fin de la Première Guerre mondiale, la Suisse, épargnée par le conflit, dut néanmoins faire face à des difficultés sociales et à une situation alimentaire dramatique, poussant

Suite page 8



La première coopérative à part entière en Suisse: 150 maisons, une grande maison coopérative avec de nombreuses pièces (photo), des chemins résidentiels, une place de village et une aire de jeux. (Photo «Das Freidorf. Die Genossenschaft», p.41)

«Pourquoi la numérisation ...»

suite de la page 6

¹ Le degré d'intimité individuelle et familiale garantit, entre autres, le développement de la personnalité vers un projet de vie réussi en qualité de membre actif de la famille humaine. Dans un certain sens, cette vie privée doit également être garantie dans les établissements publics d'enseignement et de formation. Sinon, il est impossible d'établir des relations durables et porteuses de sens. Les médias du dévoilement total empêchent cela et poussent beaucoup de gens à l'isolement social.

² La JIM, l'étude des jeunes sur l'utilisation des médias révélait la l'absence d'enquête sur les smartphones régnant encore en 1998. Avec l'introduction de l'iPhone en 2007, la marche triomphale des appareils numérisés a commencé. En 2011, 26 % des jeunes avaient déjà un smartphone, en 2016 ce seront 92 %.

³ Il faut noter ici que les médias sociaux sont conçus pour rendre l'utilisateur dépendant. Peter Hensinger souligne que «[...] les smartphones sont délibérément programmés pour la dépendance. Les fabricants de médias sociaux et d'Internet l'ont annoncé l'année dernière dans un supplément spécial du «New York Times» et se sont excusés». Dans Hensinger, Peter. «Was macht die geplante Schulreform mit unseren Kindern», donna une conférence lors d'une manifestation des parents Schule-Bildung-Zukunft, Stuttgart, 09/02/19, p. 4 «Par Big Data», on entend: tout ce que l'utilisateur individuel communique sur le net, chaque clic sur Google, chaque entrée sur, est stocké pour créer des profils personnels – des jumeaux numériques et le commerce avec eux à des fins publicitaires, pour manipuler et contrôler l'opinion. [...] le commerce avec les jumeaux numériques [est] un commerce d'un milliard de dollars», ibid. p. 2

⁵ [https://www1.wdr.de/daserste/hartaberfair/videos/video-kinder-und-elter-n-zuletzt-schei-](https://www1.wdr.de/daserste/hartaberfair/videos/video-kinder-und-elter-n-zuletzt-schei-tern-schulen-an-corona-102.html)

tern-schulen-an-corona-102.html. Le programme «Hart aber fair» avec le présentateur Plasberg était une pure campagne de propagande pour la numérisation dans les écoles – avec Covid-19 comme une sorte de 11 septembre pour ainsi dire, couplé avec des accusations contre les enseignants. Il n'y a aucune nuance critique sur la numérisation. Une femme relativement jeune et dynamique, membre d'une association appelée «Numérisation pour tous», qui a pu commenter en détail la deuxième partie du programme, a été poussée par le présentateur, et tous les participants au programme à se joindre à elle, y compris Mme Eisenmann, ministre de l'éducation du Bade-Wurtemberg.

⁶ «Les patrons de Bertelsmann, Jörg Dräger et Ralph Müller-Eiselt, écrivent que le logiciel «Knewton passe au crible tous ceux qui utilisent le programme d'apprentissage. Le logiciel observe méticuleusement et stocke ce qu'un élève apprend, comment et à quel rythme. Chaque réaction de

l'utilisateur, chaque clic de souris et chaque frappe, chaque réponse correcte et incorrecte, chaque page consultée et chaque interruption est enregistrée», in: Hensinger, op. cit.

⁷ Yvonne Hofstetter, née en 1966, avocate, a commencé sa carrière en 1999 dans des entreprises internationales de premier plan du secteur des technologies de l'information et de la défense. De 2009 à 2019, elle a été directrice générale de Tera-mark Technologies GmbH, une entreprise spécialisée dans l'évaluation intelligente des données de grande taille. Aujourd'hui, elle est principalement active en qualité de publiciste et conférencière sur le thème de la numérisation. En 2014, elle a publié «Ils savent tout», suivi de «La fin de la démocratie» en 2016 – ces deux livres sont devenus des best-sellers. En 2018, elle a reçu le 53^e prix Theodor Heuss et en 2019, elle a été nommée membre de la commission de Chatham House sur la démocratie et la technologie en Europe.

«Le Freidorf – la coopérative»

suite de la page 7

Bernhard Jaeggi à agir. M. Jaeggi était un membre de longue date du parti social-démocrate et occupa pendant plusieurs années un siège au Grand Conseil du canton de Bâle-Ville et au Conseil national à Berne. Lorsque, peu avant la grève générale, le parti s'est radicalisé, il a démissionné et commencé à mettre en œuvre son propre projet destiné à soulager la détresse. Non seulement M. Jaeggi voulait des logements bon marché, il voulait aussi donner des repères aux personnes déstabilisées après la guerre, un peu comme Oswald dans le roman de Zschokke «Goldmacher-Dorf». Concrètement, il était question d'appliquer des valeurs coopératives en matière de logement, au travail et plus généralement dans les rapports sociaux du quotidien.

Bernhard Jaeggi trouva un allié en l'architecte Hannes Meyer. Ce fut un coup de chance. En peu de temps, ce dernier construisit le lotissement modèle Freidorf, une ville-jardin entre Bâle et Muttenz. Avec le grand bâtiment central et son parvis, le grand terrain de jeu, les rues, les nombreux chemins, les jardins et les trois parcelles horticoles, M. Meyer offrit une variété d'espaces, destinés à une riche vie communautaire. Trois zones de plantations communes furent disponibles dès le départ, consacrées à la culture collective des denrées alimentaires de base consommées en grande quantité, telles que les pommes et pommes de terre, tandis que les salades et d'autres légumes pouvaient être cultivés dans les jardins attenants aux maisons.

Les 93 habitants qui fondèrent Freidorf en 1919 participèrent à raison d'une part à 100 Francs de l'époque. L'USC avait accumulé des réserves relativement importantes pour les années de guerre, dont elle n'a heureusement pas eu besoin. Ces réserves pouvaient donc être injectées dans le projet. Au début, Freidorf était une communauté villageoise presque autonome d'environ 600 habitants avec sa propre épicerie et sa propre école. Le maître d'école rassemblait tous les élèves de la 1^{ère} à la 8^{ème} année. Il y avait un restaurant, un bowling et une bibliothèque. Assez vite, il y eut aussi une chorale, un orchestre et divers clubs sportifs. Bernhard Jaeggi utilisa ses jetons de présence récoltés pendant toutes ses années en politique pour fonder le «Séminaire coopératif», qui entretenait l'idée coopérative et dont on voulait faire un centre de formation. En 1929, son engagement lui valut un doctorat honorifique de l'Université de Bâle.

La vie dans la coopérative

Dans les statuts de Freidorf, il est écrit: «Le but de la coopérative est [...] d'améliorer l'attitude de vie de ses membres». Des doutes planaient dès le début. Le projet réussira-t-il ou échouera-t-il comme d'autres projets similaires à cause de conflits de personnes? La cohabitation va-t-elle fonctionner, alors que les coopérateurs, qui travaillent déjà ensemble pendant la journée, ne sont pas toujours en très bons termes? L'objectif était ambitieux et les pionniers de la coopérative étaient déterminés à préparer et à accompagner les habitants. Citons justement Bernhard Jaeggi à ce propos, lui qui vécut dans la maison n° 115 jusqu'à la fin de sa vie en 1944: «En déménageant à Freidorf, nous devons [...] nous éduquer à devenir de nouvelles personnes. Freidorf doit servir d'enseignement pratique sur la façon dont on pourrait construire le monde.»

Le groupe Gertrudgruppe (une allusion au roman de Pestalozzi «Lienhard et Gertrude» de 1781) consacrait son travail hebdomadaire aux écrits de Pestalozzi et de Zschokke.

L'hebdomadaire interne du lotissement publiait régulièrement des articles contenant des suggestions et des conseils pour une vie «morale» au sein de la communauté de Freidorf. Alors que le lotissement était encore en chantier, l'administration mit en place un certain nombre de commissions. La première d'entre elles fut la «Commission d'éducation», chargée de la diffusion et de l'approfondissement des principes coopératifs.

L'école de Freidorf vit le jour avant même l'arrivée de la première famille. Quant à l'indispensable bibliothèque, elle allait bientôt offrir quelque trois mille livres. De toute évidence, l'éducation était un aspect prioritaire du projet, comme en témoignait d'ailleurs le programme de formations riche et varié du «Séminaire coopératif».



Le fondateur Bernhard Jaeggi avec des enfants.
(Photo «Das Freidorf. Die Genossenschaft», page 35)

Travail

Tout le monde travaillait au sein de l'Union suisse des coopératives de consommation USC. Au cours des premières années, quelque 140 personnes ont participé bénévolement à sept commissions (des constructions, des finances, de l'épicerie, des loisirs, de l'éducation, de la santé et de la sécurité). Pour Bernhard Jaeggi, ce travail était important: «C'est en travaillant que l'on devient coopérateur.»

En 1924, la population atteignit son niveau le plus élevé avec 625 personnes (aujourd'hui 413). Grâce à ses nombreuses infrastructures, la colonie est devenue un endroit très apprécié des familles, sa vie sociale étant marquée par de nombreuses fêtes et événements d'information ou culturels. De nombreux clubs et associations venaient compléter cet agenda. Une partie des revenus locatifs était versée à une fondation destinée à créer d'autres coopératives d'habitation.

L'administration de Freidorf approuva également la création de petites entreprises commerciales telles qu'un atelier de tailleur, un cordonnier ou un salon de coiffure, qui fonctionnaient pour leur propre compte et versaient généralement une partie de leurs bénéfices à l'un des nombreux fonds de la coopérative, tels que le fond commun d'épargne et de secours, appelé aujourd'hui Wohlfahrtskasse (caisse de prévoyance). Jusqu'en 1948, les habitants payaient au sein de Freidorf avec leur propre monnaie de la coopérative. Le fait de vivre et de travailler à l'USC, l'excellent réseau de commissions et d'associations ainsi que les événements et les fêtes régulières parvenaient bel et bien à souder les habitants en une communauté.



Les maisons avec jardin, aujourd'hui. (Photo «Das Freidorf. Die Genossenschaft», page 95)

L'esprit pionnier des débuts dura jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La coopérative était bien préparée aux années de guerre, notamment grâce à son haut niveau d'autosuffisance. Durant la guerre, de nombreux soldats y furent logés et très bien pris en charge.

Les bonnes années

Citons un extrait du livre: «Quelques années seulement après la Seconde Guerre mondiale, la Suisse a traversé une longue période d'essor économique. En quelques années, la prospérité, la sécurité sociale et la consommation de masse ont changé la vie quotidienne et le mode de vie de larges pans de la population. [...] Selon le nouveau modèle, l'avenir n'appartenait plus à l'auto-organisation de nature villageoise, mais à la participation la plus large possible à la nouvelle et si séduisante consommation de masse. Celle-ci révolutionna à son tour la gestion des ménages et les habitudes de loisirs. Réfrigérateurs, machines à laver et consorts rendirent superflues des infrastructures coopératives telles que service du lait et des chambres à lessive, tandis que la télévision et l'automobile déplacèrent les divertissements des locaux communs de la coopérative dans les salles de séjour des habitants, ou alors carrement à l'extérieur des murs du lotissement.»

La vie changeait, transformant les modes de cohabitation. La génération des pionniers autour de Bernhard Jaeggi avait vieilli ou était décédée. En 1967, l'épicerie fut remise à la coopérative *Allgemeiner Konsumverein* beider Basel, et Freidorf cessa d'être une coopérative à part entière. On supprima les nombreuses commissions et les associations perdirent des membres ou furent dissoutes. La «cité-jardin» changeait également. Le jar-

din devait être facile à entretenir, sinon les carrés de légumes faisaient place à des piscines mobiles ou à des trampolines.

Malgré cette évolution, les activités d'aujourd'hui restent communautaires: fêtes d'enfants, excursions pour personnes âgées, spectacles de marionnettes, représentations théâtrales, marché aux puces et fêtes de l'Avent. Des soirées de jazz et de danse ont lieu dans la salle commune du bâtiment central. Le charme et le caractère villageois des lieux sont également restés intacts. Ainsi, en 2019, à l'occasion du centenaire, la troupe de théâtre de Muttenz a par exemple joué sur cinq sites du village sa propre interprétation de la pièce de Zschokke «Goldmacher-Dorf».

En 1968, des divergences d'opinions sont apparues concernant le développement futur de la coopérative. A la demande du conseil d'administration, la majorité de l'assemblée des membres décida de démolir le bâtiment central de la coopérative au profit d'appartements pour seniors. L'usage d'espaces verts peu utilisés a également été discuté. Toutefois, des protestations, très vives, se sont rapidement fait entendre. La protection des monuments historiques et du patrimoine culturel commençait à s'intéresser à la question. Freidorf était devenu un sujet de discussion dans les comités d'architectes de tout le pays, discussion largement relayée par les journaux. Finalement, la Commission fédérale des monuments historiques et la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage se sont penchées sur la question. Elles virent dans Freidorf une «réalisation pionnière de notre pays», en soulignant que le bâtiment principal «exprime de manière exemplaire les idéaux coopératifs». Le canton interdit toute démolition. En 1973, la toute nouvelle Coop proposa d'y installer son centre informatique, sans modifier l'aspect extérieur du bâtiment.

Aujourd'hui

De nombreuses coopératives de logement ont été construites dans la région de Zurich, tout comme à Bâle avant et juste après la Seconde Guerre mondiale. Ces coopératives étaient tout aussi spacieuses que Freidorf, offrant beaucoup d'espaces verts. Aujourd'hui, la plupart d'entre elles ont toutefois été démolies et reconstruites avec une densité plus élevée, afin d'offrir davantage de logements abordables. Le lotissement Freidorf de Bâle, lui, est resté en place et a fait l'objet de rénovations continues: réseau d'égouts, aménagements intérieurs, façades... Actuellement, on y rénove les toitures. Les espaces verts ont également été préservés, tout comme la petite cloche sur le bâtiment central, que l'on entend de loin. A seulement trois kilomètres du centre de Bâle, Freidorf est un îlot sans pareil dans une région aujourd'hui fortement urbanisée.

Renaissance de l'idée coopérative

Beaucoup de choses ont changé en cent ans. Le souci de Bernhard Jaeggi d'éduquer les gens et de les aider à développer une meilleure façon de vivre a changé. Mais si l'approche globale a dû être abandonnée, d'importants principes de coopération sont restés: une administration commune et démocratique sans but lucratif. Pour les objectifs qui vont au-delà du logement, les résidents doivent s'engager eux-mêmes pour trouver les moyens de les atteindre.

Un nombre croissant de personnes ne sont pas indifférentes aux modalités de leur existence. Elles cherchent à vivre de manière plus durable et plus consciente, de construire et de maintenir des communautés, qu'elles soient idéalistes ou simplement pragmatiques. Ou comme l'exprimait une habitante de Freidorf: «En agissant ensemble, les gens redécouvrent qu'ils sont en fait des êtres sociaux.»

Pour finir, ajoutons un mot sur le groupe des auteurs, dont les descriptions précises de cette épopée historique sont accompagnées d'une multitude d'illustrations très parlantes. Leur travail, très réussi, est un précieux témoignage sur l'histoire suisse contemporaine, accessible à toutes les bourses. ●

Sources:

Siedlungsgenossenschaft Freidorf 2019. Das Freidorf – die Genossenschaft, Christoph Merian Verlag 2019

Wüthrich, Werner 2018. «Charles Fourier, Victor Considerant und Karl Bürkli als Wegbereiter der direkten Demokratie und des Genossenschaftswesens in der Schweiz des 19. Jahrhunderts». in: Roca, René (Ed.). *Frühsozialismus und moderne Schweiz*, Bâle 2018